l'unité

N°56 - 2F50 Hebdomadaire socialiste 16-22 mars 1973

GAUCHE

10 906 867 voix : 177 élus

MAJORITE

9 337 527 voix : 275 élus

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Au risque de vous plaire



Livres

ROMANS

*** Jean Rhys : Quatuor (Denoël).**

La vie à Montmartre au jour le jour, dans les années 1920 ; puis la « débine ». Une lente descente au désespoir. Un univers kafkaïen, par un grand écrivain à la manière de Virginia Woolf.

*** Franck Reneuvier : Le trou du souffleur (Le Seuil).**

Sous l'apparence d'un « Japon de fantaisie », c'est le vrai Japon qui est attaqué, le vrai capitalisme où le « miracle » économique se traduit par une série de catastrophes. Un livre sérieusement délirant.

*** Jean-Louis Bory : Ma moitié d'orange (Julliard).**

L'hymne à la liberté d'un Socrate libertin et libéré. Autobiographique à souhait mais sans complaisance. Avec cette vigueur du verbe qui tient bien plus du gant de crin que de la brosse à reluire. Il est heureusement des êtres qui n'ont pas honte d'écraser leur soif de bonheur sur la gueule des moroses de service.

SOCIETE

*** Les architectes ; métamorphose d'une profession libérale. Ouvrage collectif (Calmann-Lévy).**

Le capitalisme a voulu tuer en eux le créateur. S'ils se rebiffent aujourd'hui, à qui la faute ? Pouvaient-ils continuer longtemps à obéir, à construire des clapiers au nom d'impératifs de rentabilité ?

*** Thomas Mann : L'artiste et la société (Grasset).**

Derrière l'autobiographie, le citoyen se manifeste : questions sur la place et la liberté des créateurs dans la société.

*** Francis Jeanson : L'action culturelle dans la cité (Le Seuil).**

Les thèses de Jeanson ont leurs partisans et leurs détracteurs. En 1968, à Villeurbanne, elles étaient à l'origine du fameux « Manifeste » qui proclamait la primauté du politique sur le culturel. Il semble que Jeanson ait un peu reculé depuis...

*** Georges Patrix : Design et environnement (Casterman).**

Où s'arrête le snobisme ? Où commencent les vrais besoins de « beau simplifié » ?

CINEMA

*** Georges-Albert Astre et Albert-Patrick Hoarau : Univers du western (Seghers, coll. Cinéma-club).**

Presque 10 ans après l'ouvrage de Charles Ford et sous un angle très différent — sociologique, cette fois — un livre décisif sur un genre cinématographique qui a pourtant fait couler beaucoup d'encre. Même si certaines thèses étonnent d'abord — la présence ici d'« Easy Rider » ou de « Macadam cowboy » — l'ampleur de vue des auteurs — deux universitaires — emporte la conviction. Le tout neuf et constamment intelligent.

*** Marc Gervais : Pier Paolo Pasolini (Seghers, coll. Cinéma d'aujourd'hui).**

Les thèmes et l'esthétique de l'auteur de « Théorème » et du « Décaméron ».

REVUES

*** Littérature, n° 9 (Larousse) : La scène.**

Le thème central de la dernière livraison de cette revue est le théâtre. Un dossier très complet. Des contributions sur les grandes théories théâtrales. Un texte inédit d'Adamov, une analyse du théâtre d'Arrabal et un travail de réflexion de Jacques Nichet (écrivain de la troupe du Théâtre de l'Aquarium) sur Aristophane, Molière et Brecht.

ART

*** Marianne Roland-Michel : Art et sexualité (Casterman).**

Nus et symboles érotiques ; derrière la contemplation et le plaisir se cache une signification plus fondamentale : l'art et la sexualité sont des manifestations du même désir de fécondité et de création.

*** Christian Bussy : Anthologie du surréalisme belge (Gallimard).**

Pour l'information de ceux qui croient que le mouvement belge n'est qu'un sous-produit des théories d'André Breton. Des surprises les attendent !



Expositions

*** Galerie Cailleux (136, faubourg Saint-Honoré, Paris) : Le néo-classicisme.**

Peintures, dessins, sculptures. Des « sans-noms » mais dont le « coup de patte » imite jusqu'à la confusion Poussin et David.

*** Argenteuil (Centre culturel) : Vietnam.**

Un peuple, sa culture, son histoire.

*** Nevers (Maison de la Culture) : « Photodestruction », l'œuvre de Christian Avenel.**

Brûlures, déchirures, corrosion : le tout fait à l'acide, à la chaleur. Les recherches — sur pellicule couleur — de Christian Avenel sont uniques en leur genre. Une symphonie éclatante aux confins du rêve.

*** Galerie Maeght (rue de Téhéran, Paris) : Paul Rebeyrolle.**

Rebeyrolle est le peintre de l'excroissance, des surgissements inattendus : sous la peinture, il a accumulé des feuilles, des mousses, des cailloux, des matériaux hétéroclites. C'est en juillet-août 1967, à Cuba, en participant à l'œuvre collective des « guérilleros », qu'il porta sa technique à la connaissance du public. Où en est-il, maintenant ?

*** Musée national d'art moderne (Paris) : Camille Bryen.**

Bryen « dessine pour ne pas écrire ». Ses œuvres — peintures, gouaches, aquarelles — sont des « mosaïques de taches et de signes » sans aucune relation avec le réel. Il est un des représentants les plus précis du « tachisme ».



Disques

JAZZ

*** Julio Finn blues band : Deal for service (Barclay 920.395).**

Ce samedi, et pour cinq jours, le jeune bluesman Julio Finn sera à Paris pour jouer à l'American Center du boulevard Raspail. Petit événement auquel peut préparer l'écoute de ce disque enregistré à Hérouville lors de la précédente visite de Finn. Chant, harmonica, interventions fougueuses du saxophoniste Jimmy Conley, tout cela se mêle en une tonalité de blues remarquable, dans la meilleure tradition volontiers modernisée par les arrangements. Une très bonne surprise.



Théâtre

PARIS

*** Théâtre Mouffetard : « Profit soit-il ». Une pièce de Jean-Patrick Matheron.**

Une vision burlesque de l'entreprise moderne. Et une critique humoristique de l'actualité : pollution, scandales...

BANLIEUE

*** Aubervilliers (Théâtre de la Commune) : « Liola » de Pirandello. Mise en scène de Gabriel Garran.**

La Sicile en 1915 : un milieu rural, archaïque et patriarcal. Contre le chef de production (le propriétaire) et le préposé à la reproduction (Liola) les femmes se rebellent. A travers leur révolte c'est toute une société qui est en cause.

*** Théâtre 71 (Malakoff) : « Suite funeste d'un désir lubrique. Ou assassinat d'un marquis qui enleva une orpheline et délaissa une aveugle ». « Célébration en forme de récupération du Second Empire » par la Compagnie Charbonnier-Kayat.**

Sous ces titre et sous-titre provocateurs se cache une mise en scène du célèbre mélodrame « Les deux orphelines ». But : montrer comment un certain théâtre essaie de berner le peuple.

*** Théâtre Gérard-Philipe (Saint-Denis) : « Marat-Sade » de Peter Weiss. Par la Comédie des Alpes. Mise en scène de Pierre-Etienne Heymann.**

A l'Asile de Charenton, le Marquis de Sade dirige une représentation de la « persécution de Jean-Paul Marat ». On s'aperçoit vite qu'il essaie de chloroformer les idées révolutionnaires de Marat et de faire des clins d'œil complices à la bourgeoisie désormais passée au bonapartisme. Une leçon d'histoire.

*** Théâtre des Amandiers de Nanterre : « Le jeune homme » de Jean Audureau, mise en scène de Pierre Debauche.**

L'auteur a fabriqué une « machine à rêver ». Pierre Debauche la fait fonctionner pour montrer que les propositions les plus utopiques peuvent toujours permettre d'agrandir l'horizon des hommes.



Cinéma

*** Steven Spielberg : Duel (à partir de jeudi).**

*** Roger Corman : Dunwich horror.**

Pour ces deux films, voir en page 17 de ce numéro.

*** Michael Curtiz : Casablanca.**

L'apogée d'un mythe, celui d'Humphrey Bogart (ici avec Ingrid Bergman). Mais aussi, en plus de ses charmes nostalgiques, un chef-d'œuvre de l'irréalisme.

*** Claude Faraldo : Themroc.**

On regrettait ici que « Elle court, elle court la banlieue » finisse par se désamorcer dans la résignation souriante. « Themroc », lui, va jusqu'au bout. La révolte de son protagoniste — Michel Piccoli, visiblement fasciné par son personnage — n'est pas que le simple refus d'une vie littéralement invivable : comme les héros de « L'an 01 » de Gébé-Doillon, il entreprend non seulement de tout nier — jusqu'au langage, qu'il remplace par d'éloquents rugissements. Mais, aussi, de vivre son utopie, une « préhistoire sociale » organisée dans un immeuble populaire, autour de la véritable caverne en quoi il a transformé son appartement. Bien sûr, un scénario plus travaillé n'aurait pas mal fait dans le décor, et aussi une dizaine de gags supplémentaires. Mais si « Themroc » est un film difficile dans son dépouillement extrême, c'est aussi et surtout une œuvre originale, dure — importante.

Sommaire

3
Les 102 de l'U.g.s.d.

5
Editorial : La barre à franchir

8
Parti socialiste : Un nouvel électorat
Lesdéputéssocialistes et radicaux de gauche
Les seize U.g.s.d. battus à moins de 1 000 voix

10
Outre-mer : Lydie à la rescousse

A beau frauder qui vient de loin

12
Droite : Le dindon de la farce
Faux et usages de faux

14
Crise monétaire : Deux Europe ?
Argentine : La revanche de Peron

16
Société : Les robinsons du terroir

17
Cinéma : L'horreur sur quatre roues

18
Théâtre : Enfin un auteur

19
Télévision : Tout est fiction
Télé-sélection

20
Document : Poujade ou l'inutilité faite ministre

23
Mots croisés

24
Ma part de vérité, par François Mitterrand

Les chiffres de voix que nous publions en première page sont ceux obtenus respectivement par l'ensemble de la gauche et par l'ensemble de la majorité au premier tour de scrutin. Ce sont, en effet, les seuls valables pour mesurer l'influence respective des deux grands blocs qui se sont opposés. Car au second tour interviennent les reports de voix centristes, et aussi le fait que la gauche se trouvait éliminée dans 21 circonscriptions.

La représentation proportionnelle aurait donné 227 sièges à la gauche (108 U.g.s.d., 104 P.c., 15 P.s.u. et gauchistes), 202 à l'U.r.p. et aux divers droite et 61 aux « réformateurs ». La loi électorale en vigueur aboutit à un résultat singulièrement différent !

PHOTOS ET DESSINS

Carlos Brito (pages 13-14), Jean-Pierre Coureuil (pages 2), Cartes (pages 11-20-22), Keystone (page 6-21), André Perlstein (pages 6-7-21), Sabadel (pages 10-12-15-16-21), Teich (page 9), V.p.i. (page 15), Vasco (pages 4-8).

Les 102 de l'U.g.s.d.

Dès dimanche soir, les porte-parole de la majorité, interrogés à la télévision et à la radio, tentaient de faire croire que le Parti socialiste était le grand perdant de ces élections. Ce que dément totalement l'analyse des résultats à laquelle nous consacrons dix pages de ce numéro. Sans doute, les socialistes pouvaient-ils espérer un nombre plus élevé de députés. Leur déception, sur ce point, ne saurait faire oublier le grand succès du 4 mars. C'est Jacques Ozouf qui le rappelle avec raison dans « le Nouvel Observateur » :

« Même si on s'en tient aux chiffres du ministère de l'Intérieur, il faut créditer le P.s. à lui tout seul d'un score qui n'a été atteint ni sous la Ve République ni sous la IVe. La dernière fois que la S.f.i.o. s'est présentée seule aux suffrages des Français, en 1962 — on peut éliminer les malheureux 5 % récoltés par Gaston Defferre à l'élection présidentielle de 1969 — ce fut pour en recueillir 12 %. Il faut remonter aux Assemblées constituantes de 1945 et 1946 pour trouver des scores supérieurs à ceux du 4 mars ; encore s'agissait-il alors non de la S.f.i.o., mais d'une coalition avec l'U.d.s.r., parti — déjà ! — de François Mitterrand. Un dernier chiffre mettra dans une exacte perspective les 19,3 % du P.s. : aux élections du Front populaire, la S.f.i.o. obtenait aussi 19 % des suffrages. »

Et c'est Irène Allier qui ajoute tout aussi justement dans « le Point » :

« Paradoxalement, c'est à son succès en voix au premier tour que le P.s. doit son relatif tassement en sièges au second. La progression socialiste en voix est notable sur l'ensemble du territoire, ce qui est de bon augure pour l'avenir du nouveau parti. Mais, en progressant à la fois là où la gauche était faible et là où le P.c. les devance encore (même s'il perd des voix), les candidats socialistes ne s'étaient pas toujours placés dans la meilleure position. C'est pourquoi le P.c., malgré la stagnation globale de ses effectifs, conserve suffisamment de « clochers » pour tirer bénéfice des forces neuves que son partenaire apporte à la gauche. Car le fait est que les forces neuves, à gauche, sont du côté socialiste.

Neuves, elles le sont à plus d'un titre : le P.s. a rajeuni et s'est musclé ; il est →

Coll. Fondation Jean-Jaurès

→
plus ouvrier, plus « urbain », plus « chrétien ». Son électorat est plus « productif » qu'en 1967. »

Un groupe renouvelé

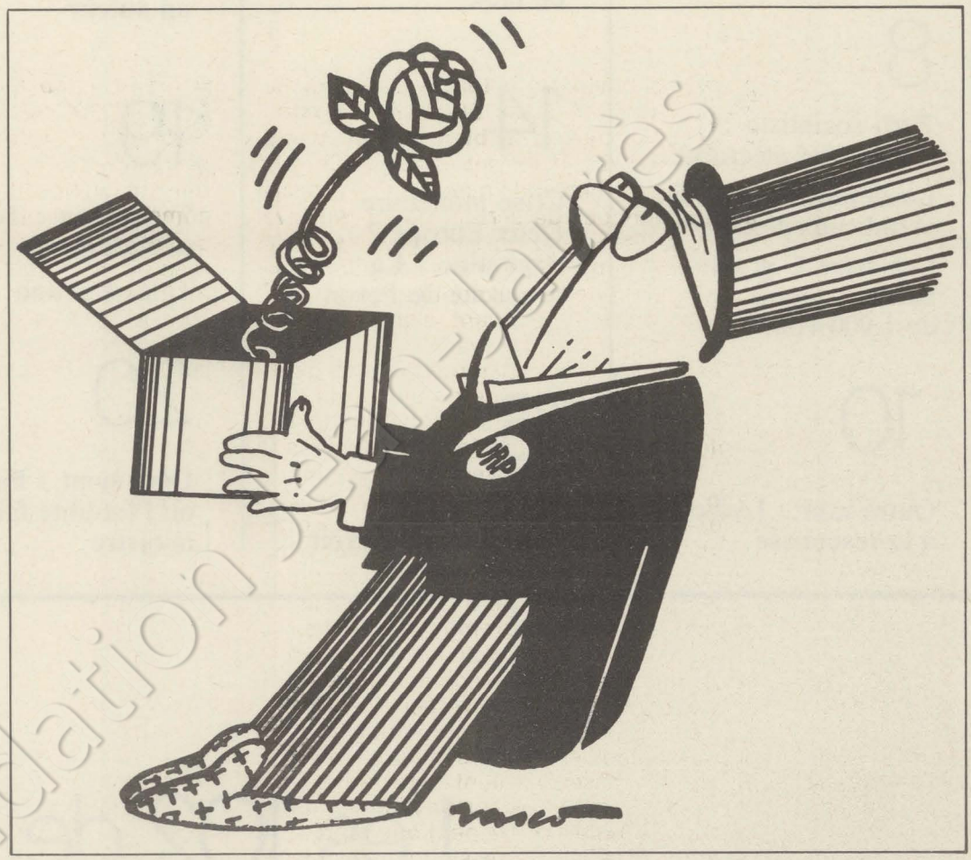
Ce succès électoral du Parti socialiste apparaît nettement lorsqu'on examine de près la composition du nouveau groupe parlementaire. A la fois sur le plan quantitatif et sur le plan qualitatif.

Le groupe de l'Assemblée sortante comprenait 41 députés — Max Lejeune et Jean Vinatier en ayant été exclus après leur refus de soutenir le programme commun. Cinq ne se représentaient pas : Dardé (Haute-Garonne), Vignaux (Gers), Brettes (Gironde), Peugnet (Pas-de-Calais) et Regaudie (Haute-Vienne). Quatre autres ont été battus : Privat (Bouches-du-Rhône), Gernez (Nord), Dumortier (Pas-de-Calais), devancés par les candidats communistes au premier tour, et Chazelle (Haute-Loire), battu au second.

Trente-deux sortants ont donc été réélus.

Seize autres élus sont des anciens députés, certains ne l'ayant été que durant la brève législature de 1967 à 1968 (Loo, Fillioud, Mermaz, Allainmat, Labarrère).

Enfin, quarante élus socialistes du 11 mars sont de nouveaux députés, ce qui est également le cas d'Hubert Dubedout et de Louis Besson qui ont été candidats du programme commun et siégeront sans doute comme apparentés aux socialistes.



Il s'agit donc du plus important renouvellement de toutes les formations politiques. Alors que l'ancien groupe parlementaire, celui qui avait survécu à la tempête de 1968, était essentiellement à l'image de l'ancienne S.f.i.o., celui d'aujourd'hui est un reflet beaucoup plus juste du parti né du congrès d'Epinay. Aux sortants réélus s'ajoutent, en →

Raymond Forni et la trouée de Belfort

« Vous savez, c'était l'avocat de la scandaleuse Nicole Mercier, le professeur de l'affaire du tract... Et puis, il a défendu des gauchistes au tribunal... » Les sous-entendus de la droite n'auront pas suffi : le jeune avocat socialiste Raymond Forni a enlevé haut la main le siège de Belfort-campagne et mis en déroute l'ancien ministre U.d.r. Jean-Marie Bailly.

C'est, à bien des points de vue, une victoire significative. D'abord, par la personnalité de Forni : le nouveau député a 32 ans ; il milite au Parti socialiste depuis 7 ans et en fut secrétaire fédéral. De modeste origine, il dut abandonner ses études et c'est tout en travaillant — à la chaîne, chez Peugeot, puis comme « pion » — qu'il put passer son bac — préparé par correspondance — et mener à bien ses études de droit.

Ensuite, par le caractère exemplaire de la campagne que Forni a menée, en liaison constante avec l'autre triomphateur socialiste du département, Jean-Pierre Chevènement : non pas à coups de vaines promesses au plan local, mais par une information argumentée et systématique sur le programme commun de la gauche.

Enfin, par la structure nouvelle de son électorat, ajoutant au potentiel de voix socialistes proprement dites les suffrages des déshérités du régime — ouvriers, artisans — et des innombrables « ras-le-bol » d'un département naguère agricole qui s'industrialise inexorablement. Tout cela n'étant possible que par le dynamisme d'une fédération socialiste rajeunie et remodelée par l'apport des milieux chrétiens et de militants syndicaux.

Contre cela, Bailly n'a su répondre que par l'autosatisfaction d'un petit Napoléon local qui se croit toujours — quitte à être seul à le penser — « une envergure nationale ». Pour parachever ses maladresses, Bailly avait fait venir à Belfort Maurice Schumann à la rescousse : il eut à peine 400 auditeurs. Et, dimanche soir, on s'aperçut que le ministre des Affaires étrangères n'avait pas le mauvais œil que pour lui-même...

Fondation Jean-Jaurès

La barre à franchir

Nous l'avions dit tout au long de la campagne : ces élections de mars 1973 marquent bien la fin d'une époque. Certes, la volonté de changement exprimée par une nette majorité de Français au premier tour de scrutin ne se retrouve pas dans les résultats du second. La majorité au pouvoir depuis quinze ans demeure à elle seule la majorité et peut continuer à gouverner à sa guise. Et pourtant, chacun le sent, rien n'est plus comme avant.

Ces élections sont d'abord la fin du gaullisme, au sens historique du mot. Déjà, depuis la mort de De Gaulle, son déclin s'accentuait d'année en année. Il est significatif qu'à aucun moment les leaders de la majorité sortante ne se soient réclamés du général. A quelques exceptions près, les vieux « grognards » se sont retirés ou ont été écartés de la scène politique. Ceux qui demeurent ne peuvent guère se faire d'illusions sur ce que sera désormais leur influence réelle. La presse va, dans les prochains jours, beaucoup écrire sur les changements qui vont intervenir au sein du gouvernement. Un fait est certain : la majorité qui soutiendra ce gouvernement est encore plus clairement qu'avant le rassemblement de la droite classique, dont toutes les composantes ont fait front commun devant le péril que représentait pour elles la progression spectaculaire de la gauche unie.

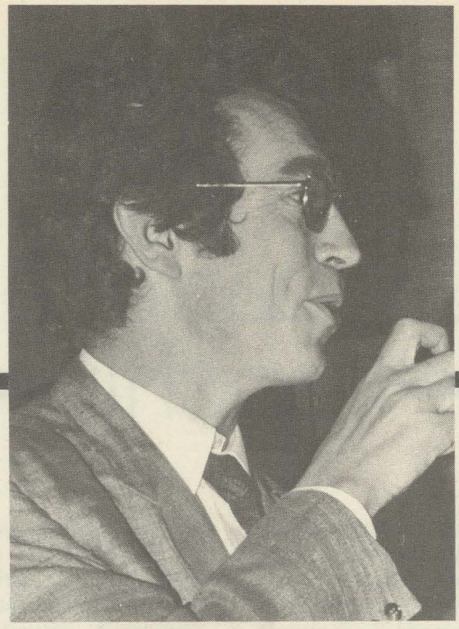
Car il ne faudrait pas oublier que cette progression de la gauche — et singulièrement celle du Parti socialiste — constitue le grand fait nouveau de cette consultation électorale. Qu'elle ne se traduise qu'imparfaitement à l'Assemblée nationale, en raison d'une loi électorale injuste, en raison aussi de la volte-face honteuse de Jean Lecanuet qui a sauvé l'U.d.r. en faisant perdre quinze à vingt sièges aux socialistes et aux radicaux de gauche, n'enlève rien à la réalité de cette progression. La déroute de juin 1968 est désormais effacée et également le désastre de l'élection présidentielle de 1969. La gauche, unie sur un contrat précis et public contre lequel ses adversaires se sont acharnés avec une rare violence, a recueilli 46 % des suffrages. Elle représente une force que l'on ne peut plus faire semblant d'ignorer.

Une force qui, dès aujourd'hui, doit s'exprimer sur tous les terrains de lutte. Le premier combat, celui des prochaines semaines, va se situer sur le terrain social. Sous la pression du programme commun et de l'immense écho qu'il a recueilli parmi les catégories les plus défavorisées de la population, le Premier ministre a dû faire une série de promesses connues sous le nom de « programme de Provins ». Nous ne nous faisons guère d'illusions sur la capacité de ce gouvernement de tenir de telles promesses qui vont à l'encontre de toute la politique qu'il a menée jusqu'à présent et dont la réalisation mettrait en cause les intérêts des forces économiques et financières qui le soutiennent. Mais puisque l'action de la gauche l'a contraint à lâcher du lest, il faut aujourd'hui le prendre au mot et accentuer la pression.

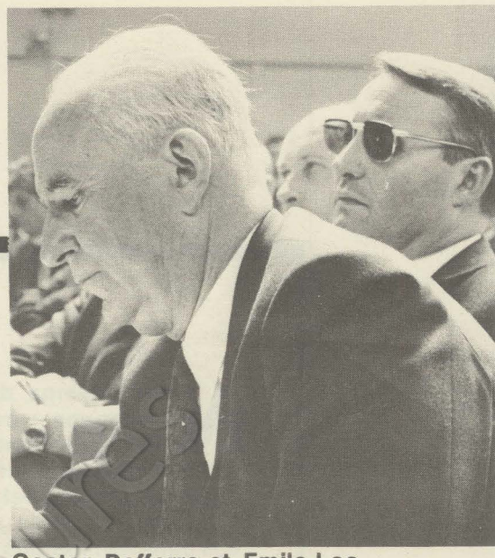
C'est ce à quoi se préparent, sans attendre, les grandes organisations syndicales. C'est aussi l'une des tâches auxquelles le Parti socialiste doit consacrer ses efforts. Ayant fait la démonstration de sa vitalité et de son dynamisme en même temps que de son unité, ayant grossi ses rangs de nouveaux adhérents qui se sont engagés pour « changer la vie », disposant d'un groupe parlementaire nombreux et de qualité, capable de faire entendre sa voix dans tous les grands débats, le Parti socialiste est, plus que jamais, l'espoir de tous ceux qui aspirent à une société plus juste.

Le renouveau du Parti socialiste, le choix sans équivoque qu'il a fait de l'union de la gauche, ont permis à celle-ci de remobiliser 46 % des Françaises et des Français. C'est beaucoup, mais ce n'est pas encore assez. C'est encore à notre Parti qu'il incombe d'amener à la gauche les quelques centaines de milliers qui manquent pour franchir la barre. L'objectif est clairement défini. Les succès remportés le 4 et le 11 mars constituent la preuve qu'il peut être atteint.

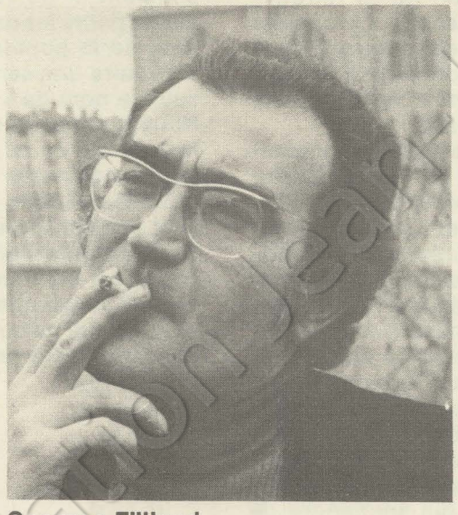
CLAUDE ESTIER



Pierre Joxe.



Gaston Defferre et Emile Loo.



Georges Fillioud.

effet, plusieurs de ceux qui, au Bureau exécutif national, représentent les différents courants de pensée : Alain Savary et Jacques-Antoine Gau, Pierre Mauroy et Charles-Emile Loo, Jean-Pierre Chevènement, Jean Poperen, Georges Fillioud et Pierre Joxe. Au total, dix membres du Bureau (sur 21) sont aujourd'hui députés, au lieu de deux précédemment : André Boulloche et François Mitterrand.

Les «tombeurs»

Le nouveau groupe parlementaire traduit, en même temps, le renouveau et la vitalité du Parti socialiste.

Ce sont, en effet, des socialistes qui ont remporté les victoires les plus spectaculaires sur des dirigeants importants de la majorité. Gérard Haesebroeck, maire d'Armentières, et Charles Josselin, ingénieur-économiste de 35 ans **(voir encadré)** ont créé deux des principales surprises du second tour en « tombant » les ministre Maurice Schumann et René Pleven. Alain Vivien, professeur d'histoire de 34 ans, a « sorti » le président du groupe U.d.r. Marc Jacquet **(voir encadré)** ; Robert Aumont, le rapporteur général du Budget, Guy Sabatier ; Jean Bastide, maire du Grau-du-Roi, le secrétaire général du C.d.p., Jean Poudevigne ; Joseph Franceschi, le leader indépendant Alain Griotteray ; Jean-Pierre Cot, brillant agrégé de droit de 37 ans, Raymond Forni, dynamique avocat de 32 ans **(voir encadré)** et Jean Bernard, maire de Bar-le-Duc depuis 1970, les anciens ministres U.d.r. Pierre Dumas, Jean Bailly et Louis Jacquinot. Sans oublier, bien sûr, la remarquable victoire d'Alain Savary sur Alexandre Sanguinetti.

Parmi les quatorze moins de 40 ans du groupe parlementaire, il faut citer encore Georges Frèche, membre du conseil de l'université de Montpellier, Louis Le Pensec, président du Comité d'expansion économique de Cornouaille, Christian Laurissargues, agent de la S.n.c.f. et syndicaliste, Michel Sainte-Marie, professeur à Bordeaux, Edmond Vacant et Claude Michel, tous deux instituteurs, Louis Besson, administrateur du lycée technique de Chambéry, sans omettre des élus déjà plus connus au niveau national : Jean-Pierre Chevènement, Pierre Joxe et Louis Mermaz. Mention doit être faite, par ailleurs, d'au moins deux autres succès particulièrement méritoires : ceux de Louis Mexandeau à Caen et de Louis Darinot à Cherbourg.

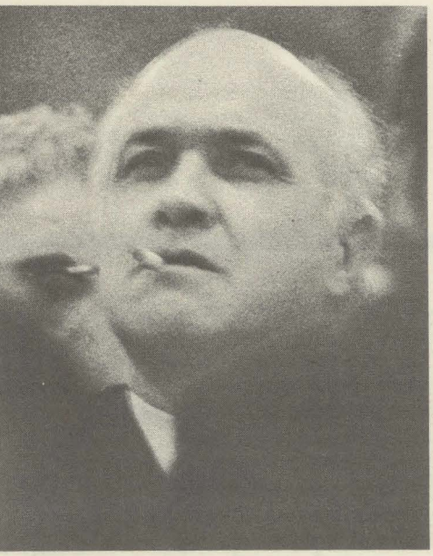
Un poids déterminant

A cet inventaire des élus membres du Parti socialiste, il faut ajouter celui qui concerne les douze radicaux qui siégeront avec eux dans le groupe commun de l'U.g.s.d., qui comptera donc un minimum de 102 membres. Sept de ces radicaux sont des sortants réélus : Marcel Massot, Robert Fabre, Fernand Ber-

Josselin : Tant pis pour les notables

René Pleven, ministre de la Justice, est aujourd'hui l'homme le plus étonné de Bretagne. Député depuis 28 ans de la 2e circonscription des Côtes-du-Nord, réélu au 1er tour depuis 1958, il s'est vu enlever son siège dimanche, alors que rien ne laissait prévoir que Charles Josselin, 35 ans, socialiste, puisse être élu. Certes, au 1er tour, le Parti socialiste a réalisé une percée, à Dinan, en triplant ses voix de 1968. Mais Pleven disposait de 700 voix d'avance et croyait pouvoir compter sur les voix du « réformateur » qui s'était retiré. Cela n'a pas été le cas. La moitié des électeurs réformateurs, ainsi que ceux du parti breton Sav, ont préféré voter socialiste, et Pleven n'a même pas fait le plein de ses voix de 1967. Il faut dire qu'en préférant la fréquentation des notables à celle des agriculteurs, en prenant comme suppléant un jeune énarque pincé, Yves Sabouret, conseiller de Pierre Messmer, jugé dans la région comme le parfait technocrate parisien, Pleven a accumulé les gaffes. De plus, son appartenance au gouvernement ne rend plus crédible le personnage de centriste qu'il a longtemps joué.

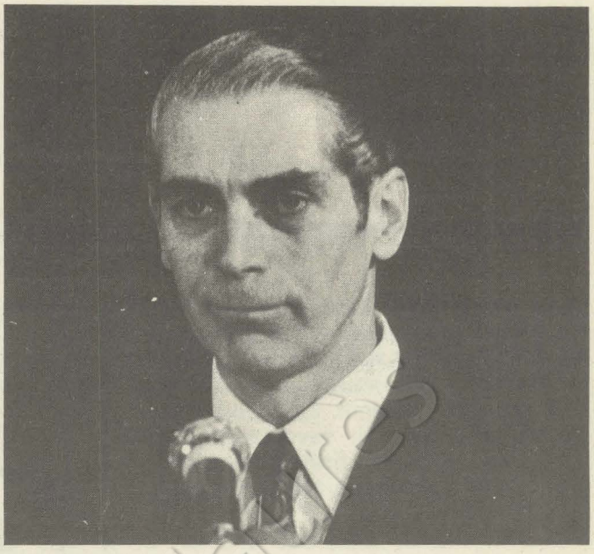
Surtout, il avait en face de lui un adversaire dynamique. Directeur du service du tourisme dans une filiale de la Caisse des dépôts, né dans la région à Trigavou d'une famille d'agriculteurs, inscrit au Parti socialiste en 1972, Josselin a mené une campagne active : « Il y a eu, dit-il, beaucoup de réunions sur le programme commun, au cours desquelles nous expliquions par exemple aux petits propriétaires qu'ils n'étaient pas des capitalistes. L'idée socialiste a avancé. Nous avons pris les électeurs pour des gens intelligents, tandis que Pleven a fait une campagne comme on les faisait il y a 30 ans. Et les problèmes bretons ont beaucoup joué. » La victoire de Josselin, comme celle d'Yves Alainmatt à Lorient, de Louis Le Pensec à Quimperlé et d'Yves Le Foll à Saint-Brieuc, montre en effet qu'en Bretagne les mécontents ne se contentent plus de barrer les routes, mais qu'ils commencent aussi à « sortir » les notables.



Alain Savary.



André Boulloche.



Robert Fabre.

thouin, Maurice Faure, Paul Duraffour, Antonin Ver et Jacqueline Thome-Patenôtre — qui s'est finalement ralliée au programme commun et qui sera la seule femme du groupe. Cinq sont des nouveaux : Michel Crépeau, maire de La Rochelle, Alain Bonnet, François Abadie, maire de Lourdes, Nicolas Alfonsi, tombeur de Jean Bozzi à Ajaccio, et Jean Zuccarelli, qui fut député pendant quelques semaines en 1968.

Passant de 49 (41 socialistes et 8 radicaux de gauche) à 102, le groupe de l'U.g.s.d. fait donc plus que doubler ses effectifs. Ce qui est également le cas du Parti communiste. L'Union de la gauche a donc été, jusqu'au bout, bénéfique pour chacune de ses composantes. C'est aussi un élément capital pour l'action que va mener, à l'Assemblée nationale, une opposition de gauche forte de près de 180 députés et au sein de laquelle le groupe socialiste pèsera désormais d'un poids déterminant.

ANTOINE VIOLET

Alain Vivien, l'ex-kamikaze

On l'avait surnommé Monsieur Hectomètre. Car sa spécialité était d'inaugurer le moindre tronçon d'autoroute, la moindre bretelle, la plus minime déviation. A l'aise dans la majorité, il avait fait sienne en la modifiant la phrase célèbre de Pompidou, « Il faut adapter la ville à la voiture » : Marc Jacquet « adaptait » la campagne. La forêt de Fontainebleau en particulier, qu'il avait aidé à couper en deux, en y faisant passer l'autoroute A6.

La machine fonctionna sans heurt durant des années. La Seine-et-Marne appartenait à Peyrefitte et à Jacquet. Puis un grain de sable vint. Il avait à peine trente ans, était professeur d'Histoire. Retrouvant la France après 1968 — il était coopérant à l'époque — il devint socialiste. Milita. C'était un de ceux dont on ne parle pas, courant la ville et la campagne, après les heures de classe, ses copies à corriger dans la serviette.

A quelques-uns, ils redonnèrent vie au P.s. Des cantonales arrivèrent. Le jeune professeur à l'aspect précis et timide fut désigné par ses camarades comme candidat. « C'est un kamikaze », pensèrent certains. Il fut élu. Dans la foulée, ses camarades « prirent » des mairies. Jacquet commençait à s'impatienter. La lutte devint plus âpre. Jacquet y voyait rouge. L'empêcheur de tourner en rond continuait. Du C.e.s. au conseil général, de réunion en réunion, disant tout haut ce que d'autres taisent. Parlant de la vie de tous les jours, de la qualité de l'enseignement, de l'environnement, du programme commun. Jacquet prit peur. C'était trop tard. Le 11 au soir, il était battu par ce petit professeur socialiste nommé Alain Vivien qui, trois ans plus tôt, n'était qu'un kamikaze.

Jean-Pierre Cot : Une percée en Savoie

Sans doute Pierre Dumas (U.d.r.) attendait-il très tranquillement la confirmation de son 5e mandat de député à Chambéry. Depuis l'élection de 1958, où il était passé au premier tour, il n'y avait pas de raison que ça change. D'autant que son principal adversaire aux dernières législatives, le communiste Mudry, arrivait à peine à obtenir la moitié de ses suffrages.

Et pourtant, tout a changé avec la toute nouvelle implantation du P.s. et l'arrivée de Jean-Pierre Cot dans cette 3e circonscription de la Savoie. A la stupéfaction générale, dès le premier tour, il doublait largement le nombre des voix obtenues par le P.s.u., seul parti de la gauche non communiste représenté en 1968, et se plaçait ainsi devant le communiste, René Vayre. Au deuxième tour, il distançait son adversaire U.d.r. de plus de 2 600 voix.

A 36 ans, Jean-Pierre Cot doit beaucoup de ce succès à son « équation » personnelle. En 1966, il est reçu premier à son agrégation de droit. Nommé à la faculté d'Amiens, il est élu doyen après Mai 1968. Dès 1969, il enseigne le droit international et la sociologie politique à l'université de Paris I. La même année, il entre au P.s., après sept ans d'adhésion au club d'Alain Savary. Aux élections municipales de 1971, il est élu à la mairie de Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier à la suite de son père, Pierre Cot, et se prépare pour les législatives de 1973. Avec son suppléant — Paul Perrier, 51 ans, directeur du C.e.t. de Saint-Michel-de-Maurienne—et de nombreux militants, Jean-Pierre Cot contre-attaque. Dans cette vallée de la Maurienne où l'U.d.r. et Péchiney règnent sans partage, les nationalisations du programme commun n'effraient qu'une minorité : toujours la même, celle qui se nomme majorité.

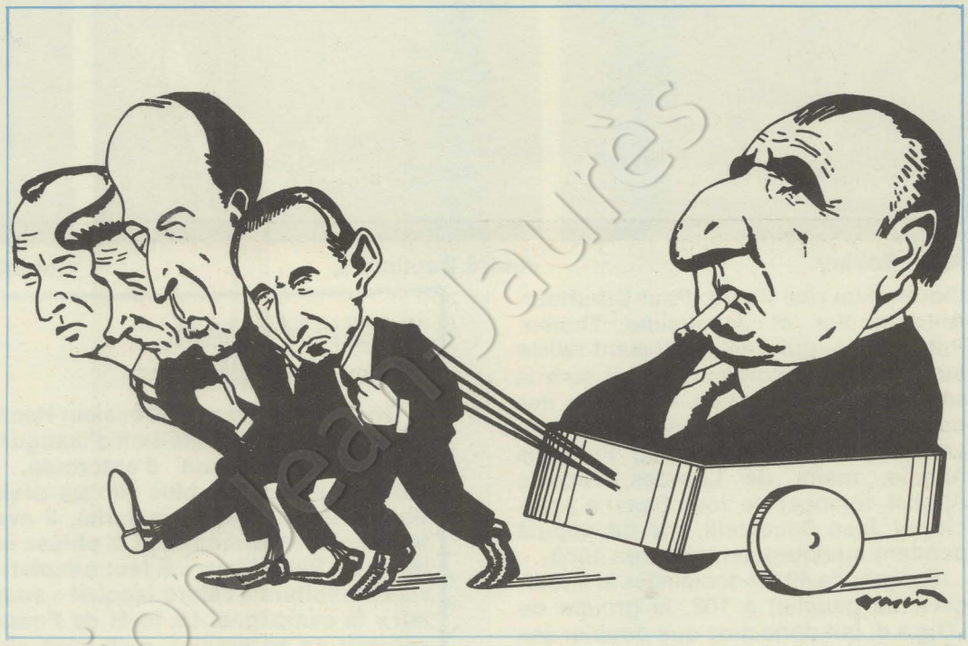
Outre la bienveillance certaine que lui valent son brio personnel et le souvenir de son père, Jean-Pierre Cot s'applique surtout à être crédible auprès de tous les groupes sociaux, depuis les ouvriers jusqu'à la classe moyenne de Chambéry, en passant par les commerçants. Surtout, ne pas raconter d'histoires aux gens : non, le tunnel du Fréjus entre la France et l'Italie ne va pas amener une industrialisation miracle de la vallée, comme l'assure Pierre Dumas — il est vrai qu'il en est le grand réalisateur. Surtout ne pas prendre les électeurs pour des imbéciles. On le sait dans cette 3e circonscription de la Savoie, où un P.s. tout neuf commence à enregistrer les adhésions de tous les jeunes qui ont milité pour sa victoire avant même d'être inscrits.

Un nouvel électorat

Samedi, c'était l'espoir ; dimanche, l'attente ; lundi, la tristesse. Et la rage. De voir une droite battue se retrouver victorieuse, de savoir que des exploités avaient voté pour leurs exploiteurs, de voir revenir, les uns après les autres, les principaux barons du régime, avec dans leur portefeuille un nouveau mandat.

C'était oublier bien des choses. Et l'essentiel, en particulier. Car la gauche n'a pas été battue. Les vraies victoires de la bourgeoisie sont celles qui laissent les exploités sans défense, sans espoir, sans organisation. Les vraies victoires sont celles d'un Thiers après le carnage, ou d'un de Gaulle brouillant les cartes et réussissant à captiver ceux-là mêmes qui avaient pour mission de le combattre. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Car, au-delà de l'écran déformant que sont les élections — et en particulier le type de scrutin actuel — quelle est la situation réelle de la gauche ? Et, en son sein, du P.s. ? Au premier tour, la gauche



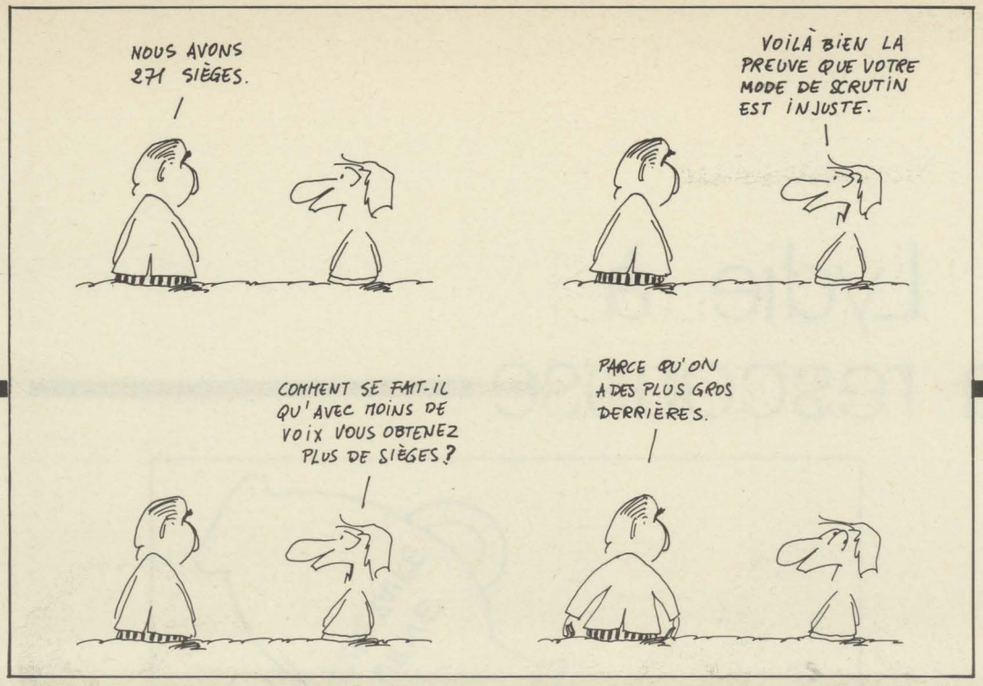
Fondation Jean Jaurès

Les députés socialistes et radicaux

Aisne, 1re : Robert Aumont ; 3e : Maurice Brugnon.
Alpes de Haute-Provence, 2e : Claude Delorme.
Ardennes, 2e : André Lebon.
Ariège, 1re : Gilbert Faure ; 2e : André Saint-Paul.
Aube, 1re : André Gravelle.
Aude, 1re : Antoine Guayraud ; 2e : Francis Vals ; 3e : Robert Capdeville.
Bouches-du-Rhône, 2e : Charles-Emile Loo ; 3e : Gaston Defferre ; 8e : Jean Masse ; 9e : Louis Philibert.
Calvados, 1re : Louis Mexandeau.
Côtes-du-Nord, 2e : Charles Josselin.
Creuse, 1re : Guy Beck ; 2e : André Chandernagor.
Dordogne, 2e : Louis Pimont.
Doubs, 2e : André Boulloche.
Drôme, 2e : Henri Michel ; 3e : Georges Fillioud.
Eure, 2e : Claude Michel.
Eure-et-Loir, 2e : Maurice Legendre.
Finistère, 8e : Louis Le Pensec.
Gard, 1re : Jean Bastide.
Haute-Garonne, 1re : Alain Savary ; 3e : Maurice Andrieu ; 4e : Alex Raymond ; 5e : Gérard Houteer ; 6e : Jean Lasserre.
Gers, 1re : Jean Laborde.
Gironde, 3e : Henri Deschamps ; 4e : Philippe Madrelle ; 6e : Michel Sainte-Marie ; 8e : Pierre Lagorce.
Hérault, 1re : Georges Frèche ; 2e : Gilbert Senes ; 5e : Raoul Bayou.
Isère, 4e : Jacques-Antoine Gau ; 5e : Louis Mermaz.
Landes, 2e : Henri Lavielle.
Loire-Atlantique, 2e : Christian Chauvel ; 6e : Georges Carpentier.
Lot-et-Garonne, 1re : Christian Laurissergues.
Manche, 5e : Louis Darinot.
Meuse, 1re : Jean Bernard.
Morbihan, 5e : Yves Allainmat.
Nièvre, 1re : Dr Daniel Benoist ; 2e : Jacques Huygues des Etages ; 3e : François Mitterrand.
Nord, 2e : Pierre Mauroy ; 4e : Arthur Cornette ; 5e : Arthur Notebart ; 6e : André Laurent ; 7e : André Desmulliez ; 8e : Léonce Clérambaux ; 10e : Gérard Haesebroeck ; 11e : Albert Denvers ; 21e : Charles Naveau.
Pas-de-Calais, 1re : Guy Mollet ; 3e : Lucien Pignion ; 6e : Louis Le Sénéchal ; 8e : Roland Huguet ; 12e : Henri Darras ; 13e : André Delelis.
Puy-de-Dôme, 1re : Arsène Boulay ; 3e : Joseph Planeix ; 4e : Fernand Sauzedde ; 5e : Edmond Vacant.
Hautes-Pyrénées, 1re : André Guerlin.
Pyrénées-Atlantiques, 1re : André Labarrère.
Pyrénées-Orientales, 1re : Paul Alduy.
Rhône, 11e : Jean Poperen.
Saône-et-Loire, 5e : Pierre Joxe.
Savoie, 3e : Jean-Pierre Cot.
Seine-Maritime, 2e : Tony Larue.
Seine-et-Marne, 1re : Alain Vivien.
Deux-Sèvres, 1re : René Gaillard.
Tarn, 1re : André Billoux ; 3e : Georges Spénale.
Var, 1re : Pierre Gaudin.
Vaucluse, 1re : Henri Duffaut ; 2e : Francis Leenhardt.
Haute-Vienne, 3e : Louis Longequeue.
Belfort, 1re : Jean-Pierre Chevènement ; 2e : Raymond Forni.
Val-de-Marne, 4e : Joseph Franceschi.

Soit un total de 88, auquel s'ajoutent deux « apparentés » :
Isère, 2e : Hubert Dudedout,
Savoie, 1re : Louis Besson.

Le groupe de l'U.g.s.d. compte également douze radicaux de gauche :
Alpes de Haute-Provence, 1re : Marcel Massot.
Aveyron, 2e : Robert Fabre.
Corse, 1re : Nicolas Alfonsi ; 2e : Jean Zuccarelli.
Charente-Maritime, 1re : Michel Crépeau.
Dordogne, 3e : Alain Bonnet.
Indre-et-Loire, 3e : Fernand Berthouin.
Lot, 1re : Maurice Faure.
Haute-Pyrénées, 2e : François Abadie.
Saône-et-Loire, 2e : Paul Duraffour.
Tarn-et-Garonne, 2e : Antonin Ver.
Yvelines, 8e : Jacqueline Thome-Patenôtre.



a gagné près d'un million de voix sur 1967. Avec plus de 10 900 000 suffrages, elle retrouve un pourcentage qu'elle n'avait pas obtenu depuis 1945. Mais surtout — et la question est essentielle — quels sont les électeurs qui se sont retrouvés et pour quel projet ?

Bien souvent, dans un passé récent, des candidats de gauche étaient portés par un électorat droitier. Dans les statistiques, leur siège était classé à gauche. Leurs électeurs aussi. Mais leur pratique politique les situait ailleurs, quelque part entre le centre et la droite. Car, avant le 11 mars, il y avait encore un centre. Au Parlement et dans le pays. Il en restera un à l'Assemblée nationale, mais un centre artificiel, un groupe-alibi. Dans le pays, au contraire, le centre a volé en éclats. Contraints et forcés, affolés et apeurés, ses électeurs ont voté pour les représentants d'un des groupes majoritaires. La droite ne pouvait conserver le pouvoir qu'à ce prix. En utilisant directement une masse de manœuvre qu'habituellement elle laisse entre elle et la gauche.

Plus jeune, plus ouvrier

Et cette dernière a tenu le choc. Au deuxième tour, elle améliore même son pourcentage et obtient 177 députés. Mais, surtout, les électeurs des différents partis de gauche ont pris conscience qu'ils participaient à un combat commun.

C'est dans le report des voix d'un candidat sur un autre que l'on peut mesurer le degré de cette prise de conscience. La progression du P.s. au premier tour avait laissé penser à certains qu'il serait difficile de faire voter ses nouveaux électeurs pour un candidat du P.c. lorsque celui-ci était arrivé en tête de la gauche. C'était oublier que la progression enregistrée s'était doublée d'une transformation. En examinant, après le premier tour, les résultats circonscription par circonscription, il était évident que des pertes avaient eu lieu. Mais ces pertes étaient compensées par des g ns importants. Non seulement le P.s. étendait son influence sur le plan national, faisant des percées et s'installant dans des régions jusqu'alors « terres inconnues », mais son électorat devenait plus urbain, plus jeune, plus ouvrier. Les partants étaient remplacés par de nouveaux venus, sachant pourquoi ils votaient socialiste. Ce phénomène est perceptible dans le Midi, où un certain nombre de notables voient leur influence décroître — ils perdent ce qu'il est convenu d'appeler une clientèle — alors que, dans les circonscriptions ou les départements voisins, les candidats du P.s. ont des progressions importantes.

Reports et transferts

Au deuxième tour, les électeurs de l'U.g.s.d. ont, dans leur immense majorité, confirmé cette mutation. Si, dans 140 cas, les candidats communistes n'atteignent pas le total des voix de gauche du 1er tour — parfois d'une dizaine de suffrages — dans 40 autres ils le dépassent. Encore faut-il se souvenir que, dans de très nombreuses circonscriptions, la gauche n'était pas uniquement représentée au 1er tour par les candidats soutenant le programme commun. Ces reports, mieux effectués qu'en 1967, montrent qu'une dimension nouvelle est en train de naître dans l'électorat socialiste. Bien sûr, l'Histoire pèse encore, celle des luttes fraticides entre socialistes et communistes. Et là où elle fut la plus chaude, les traces sont encore visibles. Mais elles s'atténuent.

Les électeurs communistes prennent eux aussi des libertés avec les consignes de leurs dirigeants. Dimanche dernier, dans 61 circonscriptions, leurs voix ne se sont pas reportées dans leur totalité sur les candidats U.g.s.d.

Au total, ces « indisciplinés » ont coûté 17 sièges à la gauche. 17 circonscriptions où le candidat unique n'a pas fait le total du premier tour et où la droite a été élue avec un nombre de suffrages inférieur à ce total. Pour le P.s., en particulier, cela se remarque dans la 2e des Vosges, la 3e de la Vienne, les 1ère et 3e des Landes, la 4e du Finistère. Pour le P.c., cela est sensible dans la région parisienne, le Nord et l'Allier. Ce qui s'explique plus facilement.

L'essentiel pourtant est que, dans la moitié des circonscriptions, les reports ont été intégraux et que là où ils ne l'ont pas été, les différences sont rarement importantes.

Dans une lutte bloc contre bloc, la gauche a donc conservé ses gains du 1er tour, gains qui étaient dûs, pour l'essentiel, au P.s. Et ce n'est pas parce que les résultats de cet affrontement sont mesurés dans le prisme déformant du scrutin d'arrondissement qu'il faut perdre de vue l'essentiel. Car, pour les combats de demain, et pas seulement les combats électoraux, le champ est délimité. D'un côté, la gauche, sachant qu'elle est la gauche, sachant ce qu'elle veut construire, comment, pour qui et avec qui elle le veut. De l'autre, la droite un peu honteuse de ne plus pouvoir cacher qu'elle l'est, et quelques millions d'électeurs qui aujourd'hui doivent se demander s'ils ont eu raison de faire ce qu'ils ont fait. C'est ceux-là qu'il faut gagner. Dès aujourd'hui.

A. V.

Les seize U.g.s.d. battus à moins de 1000 voix

Seize candidats U.g.s.d. (quinze socialistes et un radical de gauche) ont été battus à moins de 1 000 voix. Dans la plupart des cas, le report d'un petit nombre de suffrages « réformateurs » supplémentaires aurait assuré leur élection.

C'est ainsi qu'il a manqué 18 voix à Albert Fouet (Sarthe 3e), 25 à Jean Lelong (Indre-et-Loire 2e), 37 à Louis Delmas (Tarn-et-Garonne 1re), 146 à Marie Jacq (Finistère 4e), 222 à Bertrand Akar (radical, Pas-de-Calais 4e), 265 à Martin Malvy (Lot 2e), 306 à J. Laurain (Moselle 1re), 330 à René Colin (Jura 1re), 509 à Joseph Pinard (Doubs, 1re), 611 à Pierre Noël (Vosges, 2e), 612 à René Chazelle (Haute-Loire, 2e), 679 à Lucien Durand (Rhône 2e), 747 à Claude Estier (Paris 25e), 952 à Pierre Blanck (Vosges 1re), 969 à Henri Michel (Haute-Garonne 2e) et un peu plus de 1 000 à Raoul Cartraud (Vienne 3e).

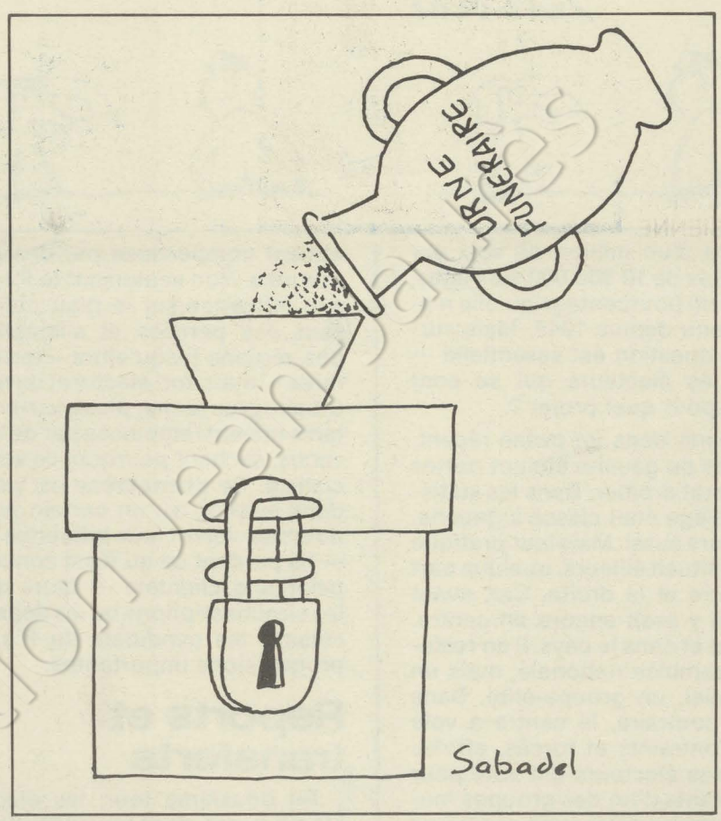
Lydie à la rescousse

Quand la fraude ne suffit plus, la préfecture de la Réunion a recours au cyclone. C'est une nouvelle technique.

Au premier tour, Paul Vergès, candidat unique de la gauche et secrétaire général du Parti communiste réunionnais, dépasse de 2 000 voix le député U.d.r. sortant Fontaine. Au pays de Michel Debré, on réagit vite. Coup de chance, un mini-cyclone, « Lydie », s'abat sur la Réunion. Rien d'extraordinaire, puisque même le Boeing d'Air-France atterrissait à l'aéroport de Saint-Denis. Mais, pour la préfecture, c'est une bonne occasion de reporter à une date ultérieure le scrutin et de réorganiser la fraude.

Finalement, la préfecture a décidé que ce second tour aurait lieu le 18 mars. Procédure pour le moins curieuse. Paul Vergès vient d'adresser un télégramme au président de la République, dans lequel il annonce qu'il porte plainte et donc que l'administration préfectorale sera « déférée devant le tribunal administratif ». Et que « seule l'organisation d'une élection partielle dans la 2e circonscription peut faire réintégrer la situation dans les normes légales ». Mais, justement, les amis U.d.r. de Debré à la Réunion ne détestent rien plus que la légalité.

A la Guadeloupe, où le député sortant communiste Paul Lacavé a été battu par le candidat de la majorité Frédéric Jalton, la fraude fonctionne aussi bien.



Henri Alleg et Gérard Descotil, envoyés par le Parti communiste et le Parti socialiste pour assister au scrutin, ont déclaré, dans une conférence de presse, « avoir été témoins dans les deux circonscriptions de la Guadeloupe de plusieurs cas de fraude électorale ». Une action judiciaire est entreprise. C'est beau, la présence française !

N.B.

A beau frauder qui vient de loin

La majorité a ses chasses gardées, ses réserves de sièges. Utiles pour faire élire ceux qui ont perdu leur mandat en France. Comme Michel Debré il y a quelques années. Marc Jacquet, Maurice Schumann et René Pleven dimanche dernier. Ses réserves, ce sont les départements d'Outre-mer où ce qui compte, ce n'est pas l'électeur, mais la capacité « d'organisation » de l'administration.

Aux D.o.m.-T.o.m., la fraude électorale fleurit, organisée même par des gens de la préfecture. Le 18 avril 1963, Michel Debré disait : « L'administration a pris peur. Elle a ensuite organisé la fraude à grande échelle, de la façon la plus grossière ». Joli aveu.

La fraude, à la Réunion, par exemple, tourne autour de trois principes :

1) Maintien sur la liste électorale de personnes ne devant plus y figurer. Cela concerne des personnes qui ont « perdu la capacité électorale » et surtout celles qui ont quitté la commune — à plus forte raison si elles ne se sont pas fait inscrire ailleurs.

2) Présence sur les listes électorales de personnes fictives, c'est-à-dire de personnes n'existant pas à l'état-civil du lieu de naissance sous l'identité indiquée sur les listes électorales.

3) Présence sur la liste électorale de personnes décédées depuis longtemps, mais qui n'ont pas été radiées, ou qui ont été inscrites par des tiers.

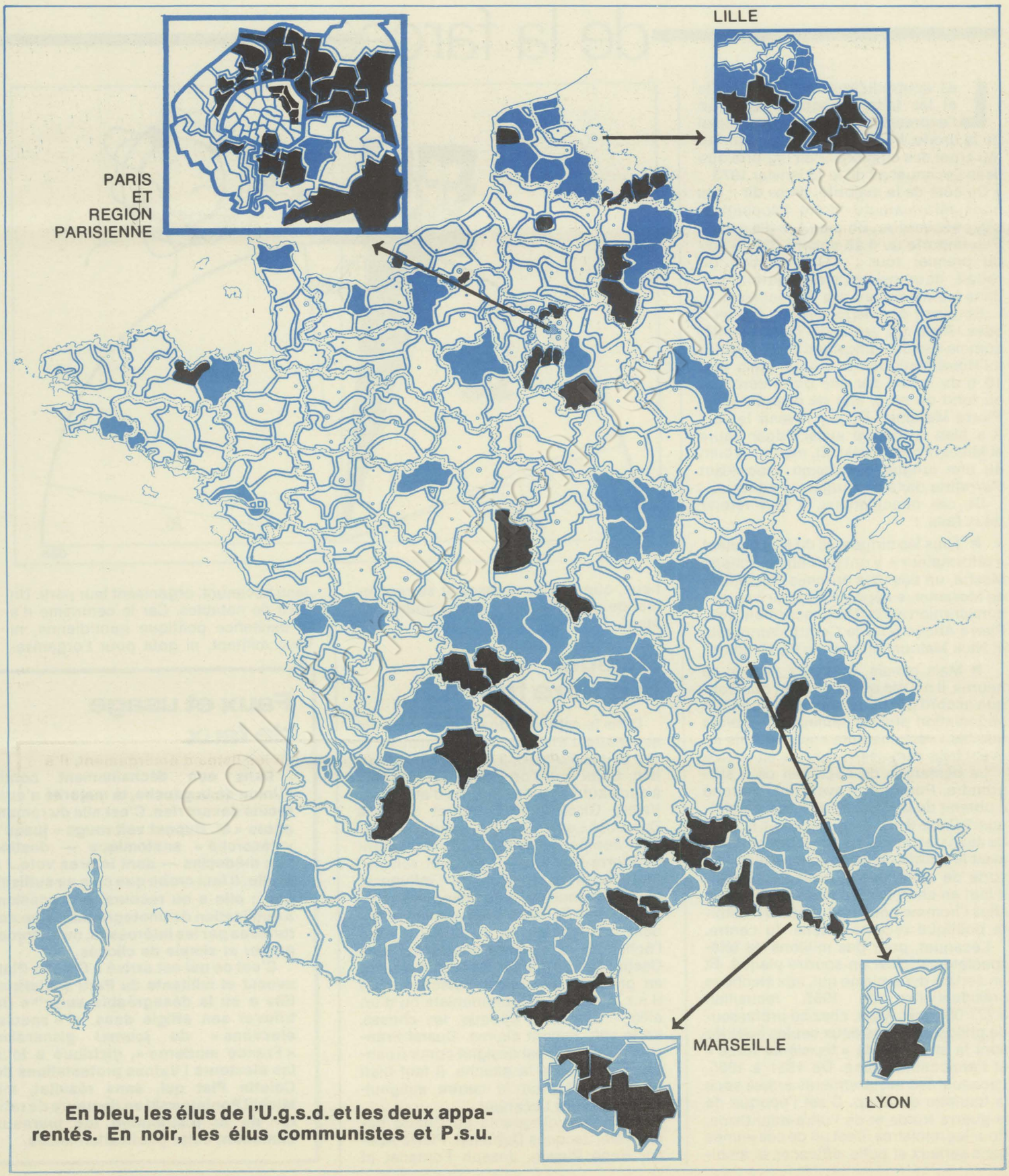
Voici maintenant quelques exemples de ces pratiques. Guy-René Bénard est né à La Rivière Golles-Hauts, le 10 mai 1943. Il a été inscrit à Toulon (Var) lors de la révision de 1966. Et il est resté inscrit à la Réunion, où, selon les listes d'émargement, il a voté en 1967 et en 1968.

Marie-Ange Payet, née en 1943 et décédée la même année, a été inscrite en 1964 sur les listes électorales de la Réunion sous le n° 130 828. Elle a voté régulièrement depuis cette date aux municipales, aux législatives, au référendum et aux élections présidentielles. Bel exemple de civisme.

Les spécialistes de la fraude électorale savent qu'à la Réunion le nombre de morts qui votent au second tour est plus élevé qu'au premier tour. C'est ainsi que Paul Vergès, candidat unique de la gauche en 1967, a pu être battu alors qu'il distançait très nettement au premier tour l'U.d.r. Gabriel Macé.

L'exemple de la Réunion pourrait être porté dans les autres départements ou territoires d'outre-mer. Ici, on hésite toujours entre Clochemerle et « Z ».

© Fondation Jean Jaurès



En bleu, les élus de l'U.g.s.d. et les deux apparentés. En noir, les élus communistes et P.s.u.

Le dindon de la farce

Les contradictions entre les mots et les faits ne sont jamais que l'expression d'un choix : celui de la droite. Inutile donc de recourir au jeu cruel des citations. Peu importe que Jean Lecanuet ait dit le 13 janvier 1973 : « Du côté de la majorité, on se dit : ces bons réformateurs feront l'appoint si c'est nécessaire. Eh bien ! je dis non. » Peu importe qu'il ait encore dit, au soir du premier tour : « Ou maintien ou retrait, nous ne nous engagerons pas dans les méandres des négociations. »

Eh bien ! des négociations, il y en a eues. Avec un zeste de clandestinité, comme il se doit. Lecanuet est bien entré à l'Hôtel Matignon le lundi 5 mars vers 10 h du matin, par une porte dérobée, au fond du parc, afin de discuter avec Pierre Messmer. Pour y revenir le soir. Il a bien rencontré aussi Edgar Faure et Michel Poniatowski. Et, mardi, il a bien eu une longue discussion avec Alain Peyrefitte dans un drugstore parisien.

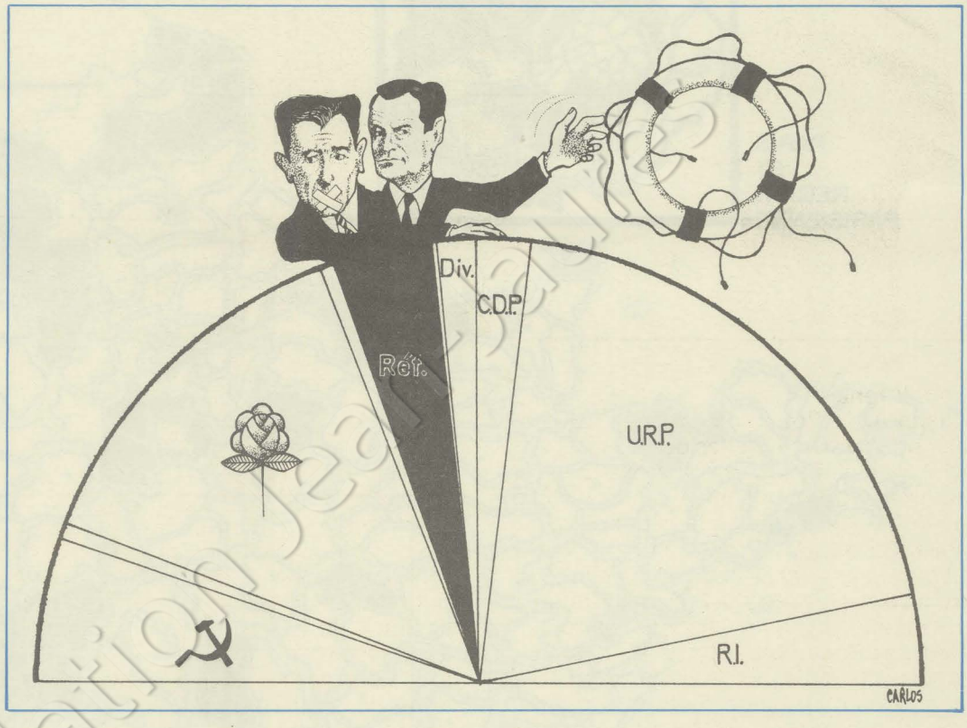
De ces négociations, il faut retenir deux faits :

▶ Tous les dirigeants du Mouvement « réformateur » y ont participé. Philippe Mestre, un des plus proches conseillers de Messmer, a négocié, cas par cas, circonscription après circonscription, avec Pierre Abelin pour le Centre démocrate et Nick Maloumian pour le Parti radical.

▶ Mais jamais, au cours de ces 48 heures, il n'a été question d'un quelconque accord politique, d'une quelconque négociation sur les fameux dix points que les « réformateurs » avaient mis en avant trois semaines avant les élections.

La démarche de Lecanuet peut surprendre. Pourquoi n'avoir pas cherché à obtenir de la majorité un accord politique ? Cette thèse était, semble-t-il, celle de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Elle avait le mérite de l'efficacité. Mais cette sorte de capitulation, pour l'expliquer, il faut en chercher les raisons plus loin, chez l'homme Lecanuet, et dans l'histoire politique récente : celle du centre.

Lecanuet, pour des millions de téléspectateurs, c'est un sourire plaqué. Et un certain dynamisme qui, aux élections présidentielles de 1965, recueillait 3 777 000 voix. Mais, chez ce professeur de philosophie, les deux seules fidélités sont la stratégie de « troisième force » et l'anticommunisme. De 1951 à 1955, Lecanuet fait ses premières armes sous la houlette du M.r.p. C'est l'époque de la guerre froide et de l'ultra-atlantisme. Pour les ministres, il est un de ces jeunes gens sérieux et polis, efficaces et ambitieux, que l'on se repasse et se recommande gouvernement après gouvernement.



Depuis la guerre froide

Dans le cabinet Edgar Faure, où il est secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil de 1955 à 1956, il fait figure de poulain. Celui que l'on donne en exemple à deux autres jeunes nourris d'ambition, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Duhamel. Le 13 mai 1958, chargé de mission auprès du chef du gouvernement — Pierre Pflimlin — Lecanuet voit son parti, le M.r.p., perdre de l'influence. Mais peu importe, il ne change pas, lui, d'opinions. En 1963, il est nommé président national du M.r.p. Et puis, c'est l'échec de la « grande fédération » de Gaston Defferre. Déjà, Lecanuet avouait en privé : « Je préfère l'élection d'un U.n.r. à celle d'un communiste ou d'un allié. » Dès cette époque, les choses, on le voit, étaient claires. Quand François Mitterrand est désigné comme candidat unique de la gauche, il faut bien un candidat pour le centre antigaulliste : ce sera Lecanuet.

1966 : les dirigeants du Centre démocrate, Jacques Duhamel, Pierre Abelin, René Pleven, Joseph Fontanet et Jean Lecanuet, organisent leur parti. Un parti de notables. Car le centrisme n'a ni existence politique quotidienne, ni tissu militant, ni goût pour l'organisa-

Faux et usage de faux

Dans son déchaînement contre l'Union de la gauche, la majorité n'aura reculé devant rien. C'est allé du roman-photo « M. Dupont voit rouge » jusqu'à « l'écorché » anatomique — destiné aux médecins — dont le bras vote... à droite. Il faut croire que cela ne suffisait pas : elle a eu recours, à l'occasion, à l'utilisation de photographies non autorisées par les intéressés, ou au trucage pur et simple de clichés.

C'est ce qui est arrivé à Colette Piat, avocat et militante du Parti socialiste. Elle a eu la désagréable surprise de trouver son effigie dans le « spécial élections » du journal giscardien « France moderne », distribué à tous les électeurs ! Vaines protestations de Colette Piat qui, sans résultat, mit Michel Poniatowski en demeure de retirer de la distribution les journaux contenant cette publication illicite.

Fondation Jaurès



tion. Il renaît à chaque élection. Même quand Alain Poher, au second tour des élections présidentielles de 1969, atteint 41,7 % des voix, cet apparent succès centriste ne doit pas faire illusion. Il n'est dû qu'aux divisions de la gauche, à son absence alors de projet politique clair. Et puis, il y a plus grave pour le centre : trois de ses dirigeants, Pleven, Fontanet et Duhamel, se sont ralliés au candidat Georges Pompidou. Contre trois ministères et quelques promesses vagues — comme la dissolution du Sac — qui ne seront pas tenues. Ce ralliement a été fort bien négocié par Denis Baudoin, secrétaire général de l'Entente centriste, aujourd'hui conseiller technique à la présidence de la République, et Michel Jobert, l'autre homme de confiance de Pompidou avec Pierre Juillet.

Lecanuet sait alors qu'il n'y a plus rien à gagner sur sa droite. Avec le pacte de Saint-Germain et le Mouvement « réformateur », le centre, sous la houlette de Lecanuet, regroupe maintenant des antigaullistes viscéraux de droite — pour ne pas dire d'extrême droite — type Jacques Soustelle, André Morice, Jacques Médecin ; quelques ex-socialistes louchant, depuis la guerre froide, vers la droite, type Emile Muller ; et le nouveau Parti radical de Servan-Schreiber. Le calcul du maire de Rouen prend enfin forme : il croit tenir, avec le Parti radical, la passerelle qui lui permettra d'atteindre les technocrates dits progressistes et une nouvelle couche sociale, bref tous ces électeurs qui, selon lui, seront obligatoirement rebutés par l'Union de la gauche. Dès l'époque du référendum sur l'Europe, majorité et « réformateurs » prennent des contacts. Lecanuet assiste, avec Pompidou, à une réception privée. Ils y discutent beaucoup.

Double jeu

Avec un postulat, l'anticommunisme, un mot mythique, la réforme, des souvenirs, ceux de la troisième force et du M.r.p., un quotidien tout acquis, « l'Aurore », une bonne image de marque à la télévision, la stratégie et le raisonnement semblent bons. Sur le papier. Résultat : le soir du premier tour, 2 965 000 voix (12,5 %). C'est peu, comparé aux ambitions premières. Jean Lecanuet a perdu son premier pari : mordre sur l'électorat de gauche et réussir une percée électorale.

Alors, au soir du premier tour, paniqué par le succès de la gauche, inquiet à la perspective de n'avoir même pas un groupe parlementaire, Jean Lecanuet prend le chemin de Matignon. Au soir du second tour, il a perdu la moitié de son second pari : la majorité est toujours la majorité, elle peut se passer de lui. Son groupe parlementaire atteint péniblement les 30 membres.

Mais Lecanuet n'est pas homme à s'arrêter en chemin. La troisième force et l'anticommunisme sont toujours les bases de sa stratégie. Puisque l'électorat socialiste n'a pas été sensible aux sirènes centristes, les parlementaires socialistes pourraient l'être. Et Lecanuet d'évoquer d'avance, entre les deux tours, « certains socialistes qui sont des hommes de qualité et qui méritent de siéger au Parlement ». Sans doute songe-t-il à Max Lejeune, Etienne Gagnaire et Emile Muller qui sont déjà prêts à faire l'appoint ? Il a bien peu de chances d'en trouver d'autres. Mais tel est le destin du centre.

Lecanuet a tout sacrifié, son image de marque, ses projets politiques, des années d'efforts, pour obtenir un groupe parlementaire. Mais il n'est rien, puisqu'à l'Assemblée la majorité reste la majorité. Dans les grandes manœuvres qui de dessinent déjà pour 1976, il a perdu ses paris de 1973. Serait-ce qu'en politique, si toutes les vertus ne sont pas récompensées, les fautes finissent toujours par se payer ?

NICOLAS BRIMO

De la même façon, l'actrice Marie-José Nat — signataire d'un appel en faveur du programme commun — avait été photographiquement kidnappée au profit de l'U.d.r. par le supplément XIVe arrondissement de « la Nation » ; elle a décidé d'intenter une action judiciaire en dommages et intérêts.

Mais la palme revient peut-être au fameux Robert Hersant, candidat U.r.p. dans l'Oise. Dans sa feuille électorale, il publiait la photo d'une foule de jeunes femmes enthousiastes sous le titre : « La Ve République a libéré les femmes de France ». En réalité — et l'hebdomadaire de la C.g.t. « la Vie ouvrière » a retrouvé le cliché d'origine — il s'agissait d'employées de Prisunic en grève ; Hersant avait tout simplement fait « gouacher » tout le haut de la photo, effaçant les pancartes revendicatives... qui n'auraient certainement pas engagé à voter Hersant ni U.d.r. Devant de tels procédés journalistiques, on aurait pu attendre une protestation déontologique de l'organisation de presse intéressée. Las ! Le président de la Fédération de la presse périodique, c'est, justement, Robert Hersant...



La photo, telle que M. Hersant, député de la majorité, l'a publiée dans son journal électoral.


La photo, telle que l'a prise et diffusée l'agence Keystone, le 13 octobre 1970.

Deux Europe ?

C'est dans la nuit de dimanche à lundi dernier que les ministres des Finances des neuf pays de la Communauté européenne ont trouvé la ixième solution à la crise monétaire. Valéry Giscard d'Estaing, éloigné des soucis électoraux personnels, puisqu'il était passé au premier tour, s'estima autorisé à donner son accord dès qu'il eut la certitude que la majorité sortante était encore majoritaire, au moins à l'Assemblée nationale. Qui d'ailleurs, dans cette majorité, pourrait lui contester le droit de mener à sa guise les finances de la France ?

On connaît l'essentiel des décisions prises à Bruxelles après deux journées de débats ardus. Six pays — sur neuf — ont décidé de lier le sort de leurs monnaies en face du dollar et ont rendu à ce dernier sa liberté. Désormais, le mark allemand, les francs français, belge et luxembourgeois, le florin hollandais et la couronne danoise bougeront ensemble et les banques centrales n'auront plus à intervenir pour acheter des dollars lorsque les cours de la monnaie américaine varieront en baisse sous l'effet de la spéculation. Au passage, le deutschmark a été réévalué de 3 %.

Il paraît que tout le monde est content. Les Européens, parce que l'unité européenne aurait fait un pas en avant dans le domaine monétaire. Les Américains, parce que le dollar flottant leur évite une nouvelle dévaluation. Les Japonais, parce que la « flottaison » des monnaies européennes, et notamment du franc, conduit le Vieux Continent à les rejoindre en bloc dans le camp des monnaies flottantes. Et, d'une façon générale, la rencontre prévue pour la fin de la semaine entre les responsables européens et ceux des Etats-Unis doit ainsi se placer sous le signe de la détente.

Cependant, quelques grincements de dents auraient été entendus à Bonn. Le prix du ralliement français à la cause des monnaies flottantes aurait été supportable s'il s'était limité à la flottaison en commun. En y ajoutant la réévaluation, même minime, du mark, l'impression existe que l'Allemagne fédérale a fait la plus grande part des sacrifices. Toute proportion gardée, les spécialistes ouest-allemands ressentent des réactions semblables à celles des Japonais lorsque la réévaluation du yen leur fut imposée. D'autant plus qu'on ne cachait pas, à Washington et à Paris, une certaine satisfaction devant l'avantage que cette augmentation de la valeur de la monnaie allemande apportait aux exportateurs des deux pays.

Système absurde

D'autre part, l'impossibilité dans laquelle la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Irlande se sont trouvées de s'associer à la flottaison commune n'a pas seulement des conséquences techniques. Elle laisse entrevoir la possibilité de deux Europe, l'une immédiatement capable d'une certaine forme de concertation monétaire, l'autre très en retard, parce que vivant sur des monnaies qui, dans le système actuel, deviennent de plus en plus fictives. Cette tendance se renforcerait encore si des pays non membres de la Communauté — on a parlé de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Suisse, de l'Autriche, de l'Espagne — s'associaient à la première Europe.

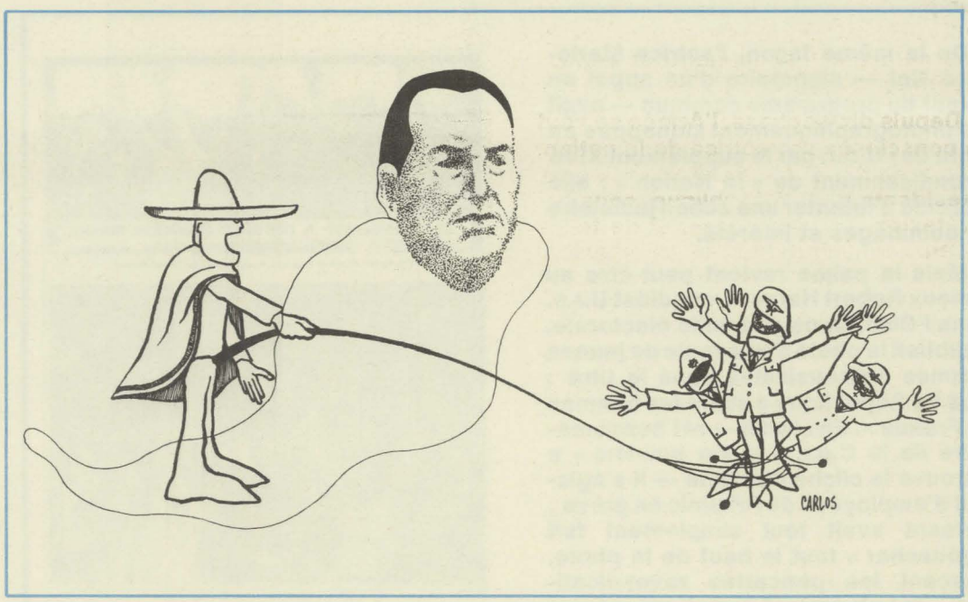
De toute façon, on voit bien, dans l'immédiat, le calcul des négociateurs de Bruxelles. Ils tentent de rendre la spéculation sur le dollar de moins en moins

Argentine : La revanche de Peron

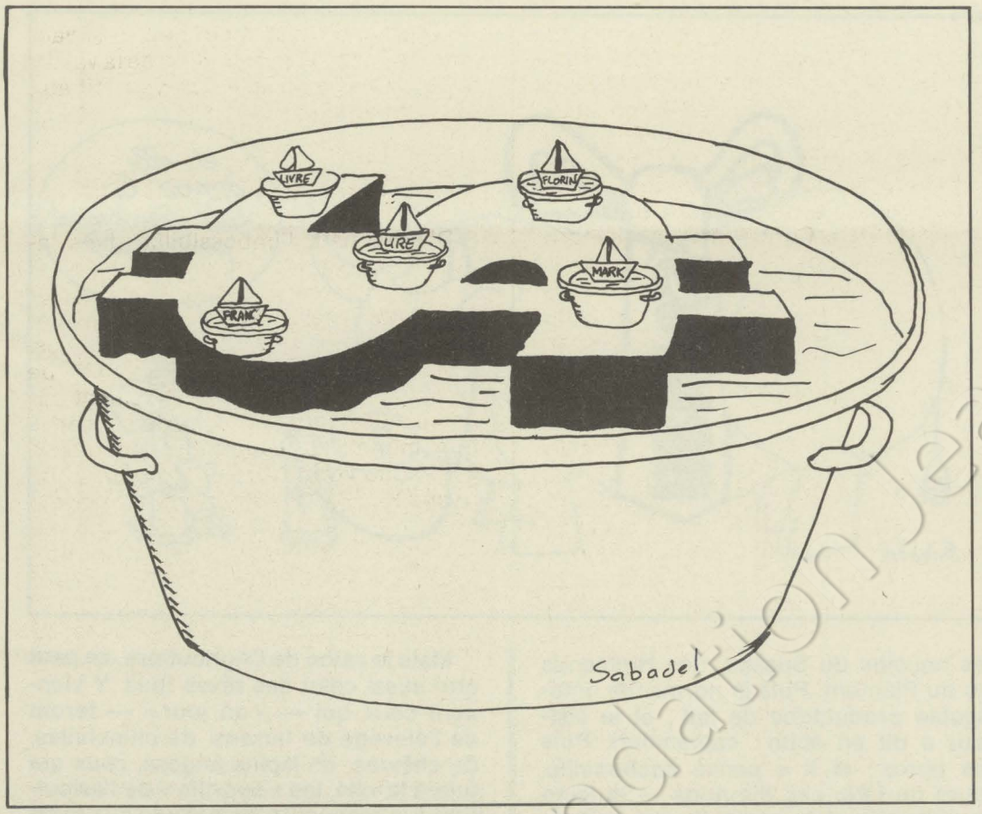
Si le général Peron avait paru faire une rentrée ratée en Argentine, il y a quelques mois, le péronisme n'en a pas souffert. Le candidat du Front justicialiste de libération (péronistes, conservateurs et démocrates chrétiens), Hector Campora, est arrivé largement en tête, dimanche, au premier tour de l'élection présidentielle. La coalition qui le soutenait remporte des succès identiques dans les élections parlementaires et municipales.

En revanche, l'Union civique radicale et son candidat, Ricardo Balbin, principal rival du « péroniste », subissent un sérieux échec, perdant 3 %. Les autres formations politiques viennent loin derrière, à l'exception de l'Alliance populaire fédérale, regroupant plusieurs formations de droite.

Mais le grand vaincu reste le régime militaire du général Alejandro Lanusse.



Celui-ci était intervenu à la fin de la campagne électorale pour combattre — avec d'ailleurs une prudence dans l'expression qui étonnerait Pompidou — les péronistes. Il n'a pas été suivi et le peuple argentin, s'il s'est peut-être



coûteuse pour eux et espèrent peut-être, à long terme, geler les dollars baladeurs sur les marchés monétaires européens. Mais on s'interroge déjà sur la baisse réelle du taux du dollar à la suite de la réouverture du marché des changes. Si elle est légère, on aura une fois encore épongé un mauvais moment. Si elle est forte, le problème se reposera avec autant d'acuité qu'avant, parce que la semi-solidarité acquise dimanche dernier, si elle marque une amélioration des relations intereuropéennes, ne règle en rien les relations entre l'Europe et les Etats-Unis et n'enterre pas la hache de la guerre entre les deux continents.

Ainsi s'approfondit l'absurdité d'un système qui a fait de la monnaie une valeur en soi. Les monnaies dites fortes, comme les monnaies européennes, sont celles de pays dans lesquels l'inflation et la hausse des prix sont le double ou le triple de ce que connaissent les Etats-Unis, c'est-à-dire le pays à la monnaie malade. Il paraît qu'il s'agit là d'un phénomène logique. On voudrait pouvoir le croire, pour sa propre tranquillité d'esprit.

CLAUDE FUZIER

complu dans un rêve passéiste, a surtout voulu marquer son désaccord avec une politique réactionnaire et antidémocratique.

Depuis dix-sept ans, l'Armée se veut la conscience correctrice de la nation. Elle a destitué une demi-douzaine de présidents de la République, sous les prétextes les plus divers. Si de telles mœurs sont courantes en Amérique du Sud, il n'en reste pas moins que beaucoup d'Argentins, tout en ne voyant pas d'inconvénient majeur à ce que des militaires se reconvertissent dans la vie civile par le biais de la politique, souhaitent que leurs choix ne soient pas constamment remis en cause. Et, beaucoup plus que par le passé, l'exemple du Chili tout proche, dans lequel l'Armée sert le régime voulu par l'électorat, quel qu'il soit, prend de l'importance. Même lorsque les orientations politiques de la majorité du peuple argentin apparaissent fort éloignées de celles des Chiliens.

Le général Lanusse a déclaré que Campora devait être considéré virtuellement comme président de la République. Sans qu'il y ait besoin d'un deuxième tour. L'Armée permettra-t-elle à Lanusse de tenir sa parole ? La question reste posée.

C.F.



Hector Campora.

Les robinsons du terroir

Les élections n'y sont pour rien. Mais, la semaine dernière, Paris a retrouvé les embouteillages des grands jours. Les hôtels de Montparnasse, de Pigalle et d'ailleurs ont affiché complet. Et pourtant 200 000 Parisiens sont retournés chez eux. Enfin presque. Ils sont allés visiter à la porte de Versailles, le 10e Salon international de l'Agriculture. Une occasion pour retrouver « sa » province, renifler ses odeurs, entendre son accent et même le goûter.

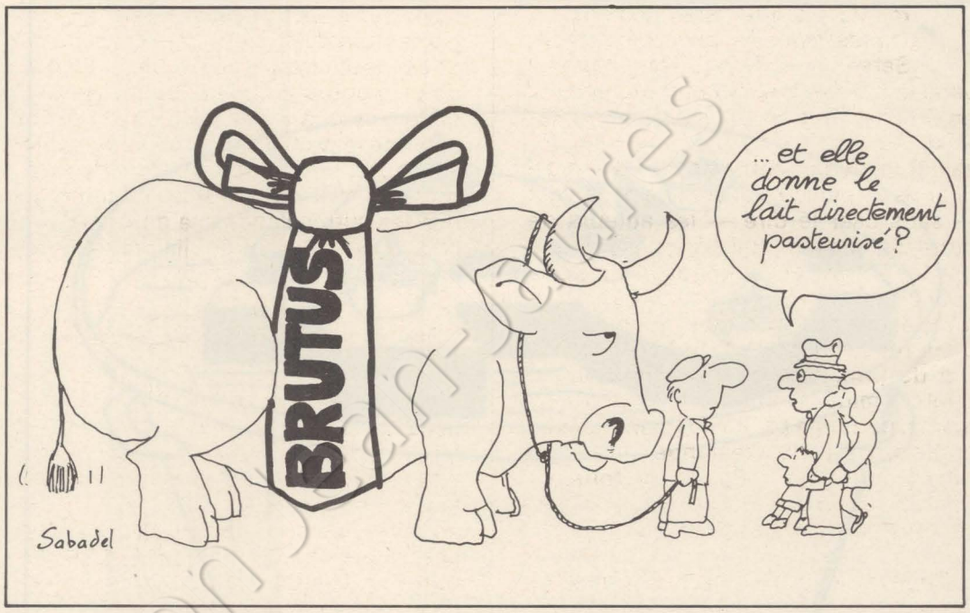
« Exilés » dans la capitale, ils se sont donné, pour 5 F et le temps d'une visite, l'illusion de l'enfance, des heures plus lentes, de la vie au naturel.

Trois heures durant, au milieu de cinquante mille autres, ils ont rêvé aux robinsonnades, au retour au pays, à la marche, à l'air pur. Puis ils sont repartis... en voiture.

Sur le million de visiteurs recensés, 20 % sont des Parisiens, 25 % des banlieusards. Les autres viennent de leur province. Paysans en quête de techniques nouvelles, de débouchés nouveaux, mêlant les vacances au travail. Pour beaucoup, ces trois ou quatre jours passés à Paris sont les seules vacances de l'année...

Puis il y a les enfants. En 1972, 70 000 d'entre eux étaient venus, escortés par leurs instituteurs, pour une leçon de choses sur le tas, quelque chose entre le cirque et le zoo. En attraction, les gros et les petits animaux. Le cheval, tout d'abord, qui d'outil du cultivateur devient bête à plaisir. Tous les Lucky Luke du dimanche rêvant devant le manège applaudissent le retour du petit arabe à qui on ouvre de nouveau les frontières. Ils débordent de tendresse pour ce poney qui, par sa petite taille, amène les enfants à l'équitation et dont la rusticité fait la plus économique des montures. Mais ils apprennent aussi que les haras veulent, des bêtes de race lourde, faire une viande de luxe. C'est que l'impérialisme du steak frites, la cuisine rapide, la mode des grillades ont causé un manque de morceaux nobles. Ce qui va permettre au cheval de prendre sa revanche. Ce n'est déjà plus la viande du pauvre. Le Salon le confirme : elle a pris du galon.

Le ton est donné : Paris veut devenir le plaque tournante de l'élevage européen. Sur le grand ring se sont succédés les plus beaux fleurons de toutes les espèces. Les bovins, tout d'abord. Le charolais, la limousine, la gasconne,



les cousins du Sussex, des Highlands ou du Piémont. Puis la normande, infatigable productrice de lait ; et le visiteur a dit en écho : camembert. Puis les porcs ; et il a pensé cochonaille, jours de fête. Les moutons — la laine du mérinos et le gigot de pré salé — mais toujours bien peignés, bien lavés et, pour finir, bien tondus lors du concours national des tondeurs de moutons. Avalanche de récompenses, de médailles et, en apothéose, le défilé — après répétition — des animaux primés.

Des rêves fous

Mais l'agriculture, c'est aussi la machine. De plus en plus de machines. Comme si celles-ci pouvaient, à elles seules, résoudre les problèmes des paysans français. On leur parle de rentabilité, de qualité de la vie, et ils achètent. Cela va du tracteur aux derniers gadgets du machinisme agricole. Et comme il faut penser aux propriétaires de résidences secondaires, il y a eu, en plus, les mini motoculteurs, tondeuses, l'arsenal du parfait petit cultivateur, le retour à la terre sans peine, de quoi garder toute son énergie pour les routes du week-end. Ceux qui sont venus pour retrouver la nature, par contre furent déçus : pas de forêt, pas de champ, pas de fleurs non plus. Les horticulteurs boudent le Salon. La nature est ici synonyme de week-end, de résidences, de faux chalets, de fausses fermettes Ile-de-France...

Mais le salon de l'Agriculture, ce peut être aussi celui des rêves fous. Y viennent ceux qui — « un jour » — feront de l'élevage de faisans, de chinchillas, de chèvres, de lapins angora, ceux qui fuient la ville, les « sportifs » de l'aviculture à la recherche de la poule aux œufs d'or et d'un coin de campagne pas encore polluée. Rêves fous d'une société malade... Et à côté, l'élevage rentable de la Société centrale d'aviculture qui reçoit et conseille, chaque année, 500 à 600 futurs éleveurs à la recherche de la meilleure pondeuse, du lapin qui fera vivre la famille.

Le tout dans l'odeur du jambon cuit des Flandres, du cassoulet au confit d'oie du Sud-Ouest, du miel de bruyère du Limousin, du chablis, de l'aligoté, de la framboisine, de la Williamour. Installées au milieu des « pinardiers » habituels, les régions présentaient leurs ressources agricoles, alimentaires, artisanales. On y a vendu aussi du tourisme, car de nombreux Parisiens viennent, dans ce décor de carton-pâte et dans cette odeur de nourriture, choisir le lieu de leurs prochaines vacances. Par la même occasion, ils ont appris qu'ils sont devenus des consommateurs de qualité. C'est ainsi que se distinguent les amateurs du terroir, un slogan l'affirmait. Et, pour le rester, ils iront acheter toute l'année dans les magasins dont la liste leur a été fournie. Qui a dit que « l'agriculture » n'était pas une bonne affaire ?

JOSETTE BARBIER

L'horreur sur quatre roues

Dracula, la quatrième dimension, les Martiens, le rayon de la mort, Satan, King-Kong, les châteaux dans la brume, tout cela fut longtemps, en France, réservé aux salles de boulevard. Au « grand public », comme disaient d'un air contempteur les marchands de pellicule et comme pensaient — sans oser le dire — les auteurs de notre cinéma national. Il y a belle lurette que les choses ont changé. Cela n'a pas suffi à susciter dans notre pays une véritable école du fantastique, malgré quelques remarquables exceptions. Mais il y a désormais un vrai public pour ce genre « mineur » qui l'est de moins en moins, pour une production américaine, anglaise ou jadis allemande qui — tradition culturelle oblige — a toujours pris au sérieux ce que méprise le cartésianisme étroit des Français.

Roger Corman est l'un des cinéastes les plus connus de cette école anglo-saxonne. L'un des plus doués, mais des plus désinvoltes aussi : à vouloir trop tourner — plusieurs dizaines de films dans sa jeune carrière — il produit le meilleur et le pire. « Dunwich horror », la dernière réalisation de ses ateliers à sortir en France, illustre bien le phénomène. Si elle n'en est pas — de beaucoup — la meilleure œuvre, « Dunwich horror », adaptée de Lovecraft, mêle aux idées fulgurantes — par exemple, le remarquable générique dessiné — les tics trop connus de Corman : cauchemars « esthétiques », fumigènes multicolores, etc.

A l'opposé de cette imagerie baroque dont les délires ne manquent pas toujours de charme (s), quelques-uns des meilleurs cinéastes anglo-saxons ont entraîné le cinéma insolite vers des voies plus neuves. Il s'agit cette fois non pas de s'éloigner du réel, mais au contraire de s'en rapprocher. De faire naître angoisse ou horreur à partir d'une histoire plausible, d'un décor quotidien et de personnages que nous pourrions rencontrer au coin de la rue. Archétype de ce genre de films : « Les oiseaux », d'Hitchcock. Un nouveau venu vient pourtant égaler aujourd'hui le vieux maître : il s'appelle Steven Spielberg. Et son film, qu'on verra dès jeudi prochain, après qu'il ait remporté le grand prix du festival du cinéma fantastique à Avoriaz, se nomme « Duel ».

Quoi de plus ordinaire, en effet, qu'un petit cadre commercial de l'Ouest américain, qui a une cravate à rayures, une petite moustache, des maux d'estomac et des mots avec son épouse ? Et quoi de plus courant que le lieu du drame : cette prison à roues où s'est lui-même enfermé le protagoniste, et qu'on appelle voiture ? Au point que les automobilistes vivront encore plus intensément que les autres l'angoisse de « Duel » — et cela fait un sacré public potentiel, les manieurs de volant !

Un monstre noir

Tout le début du film demeure dans cette tonalité : un Américain moyen, un représentant de commerce comme les autres, roulant dans une voiture comme les autres sur une route comme les autres, dans une région quasi-désertique de Californie. Et lorsque paraîtra un camion-citerne apparemment comme les autres, David, notre héros — non plus que le spectateur — n'y prêtera guère attention.

Jusqu'au moment de la première queue de poisson, jusqu'au premier grondement homicide de l'énorme poids lourd. A partir de là, doué d'une vitesse qu'il faut bien appeler diabolique, le monstre noir, hurlant de sa sirène et crachant sa fumée ignoble, va poursuivre le malheureux d'on ne sait quelle vengeance sadique — pourquoi ? et pourquoi lui ? Agacé, puis inquiet, puis affolé, puis mort de terreur, David s'efforce de combattre ce Goliath anonyme et inhumain — suprême astuce de Spielberg : on ne verra jamais, hormis une paire de bottes et un bras, le mystérieux chauffeur. Mais toujours le camion rugissant est là qui lui barre la route, qui le heurte de tout son poids, qui le guette à la sortie de l'unique snack-bar, qui bondit, contourne, fonce, écrase. Jusqu'au bout du film, au bout du cauchemar.

Symboles ? On ne sait. Toutes les interprétations métaphysiques ou socio-politiques sont possibles. Mais on a envie d'ajouter : à quoi bon ? Car « Duel » se suffit bien à lui-même, tant c'est une leçon de vrai cinéma, avec une idée par minute, une inspiration sans faille, une écriture parfaitement serrée, une construction idéale. Bref, un chef-d'œuvre du film fantastique qui ressemble fort à un chef-d'œuvre tout court.

SERGE RICHARD



Dennis Weaver dans « Duel ».

Enfin un auteur

Adamov mis à part, jamais un auteur de théâtre français n'avait porté sur la scène les problèmes économiques. Avec « Par-dessus bord » — spectacle de Roger Planchon qui débute cette semaine au T.n.p. de Villeurbanne — Michel Vinaver comble ce vide : sa pièce raconte la lutte sans merci que se livrent deux entreprises — l'une française, l'autre américaine — pour dominer le marché français du papier-toilette. De ce sujet, Vinaver ne fait pas matière à didactisme ou à démonstration ennuyeuse. Il se contente de régler un ballet de la banalité ; mais sur le ton de l'ironie ; mais en forme de comédie, dans la lignée d'Aristophane ou du Brecht de « L'opéra de quat' sous ».

La fable est simple, réglée comme un combat de boxe amateur, en trois rounds. Premier temps : le géant américain veut absorber la petite entreprise française. Deuxième temps : la « boîte » française résiste ; le Petit Poucet essaie d'échapper à l'ogre en modernisant ses structures et ses méthodes ; sauvetage par le marketing ! Troisième temps : l'absorption réussit d'autant mieux que l'entreprise française est devenue rentable et moderne. Au gong final : aucune morale, aucune péroraison. Le spectateur est appelé à conclure lui-même. Au lieu d'un réquisitoire, il a eu droit à un constat : une description minutieuse du mécanisme économique du capitalisme. Vinaver dit : « Le spectateur est invité à « chercher sa prise », à s'orienter dans la situation donnée, à dégager ses propres significations. »

Une éponge

Voilà un nouveau théâtre, en vérité. Car Vinaver n'est pas un disciple de Brecht. Il ne cherche pas la démonstration. Il pense seulement que le théâtre est « un moyen d'investigation destiné à interroger, sans postulats préalables, l'expérience quotidienne des hommes ». Pourquoi ? « Pour provoquer l'émerveillement en remuant la platitude, y introduire des fissures et faire naître dans le public un ébranlement. Au bout du compte, chacun devrait voir un peu plus clair en face du sujet traité. » Autrement dit, le théâtre pourrait désormais apporter des bribes de connaissance, en évitant deux pièges : la gratuité et le discours-commentaire péremptoire. Vinaver explique cet espoir par une métaphore : « L'auteur est une éponge qui absorbe ; ce qui en ressort n'est pas contrôlé... mais est utile. »



Pendant les répétitions de « Par-dessus bord ».

Il se trouvera sans doute quelques bons esprits pour taxer cette position de « neutralisme facile ». Vinaver répond d'avance : « Je ne suis pas neutre. Je ne suis pas Ponce-Pilate. Ne peut pas être neutre qui met en cause l'ordre établi, la nature des choses comme on dit, les « ça ne changera pas ». Le théâtre de Vinaver est, en fait, consciemment subversif. Car, s'il n'aboutit pas à des manifestes politiques, il met en avant des refus et propose des arguments à ceux qui n'en ont pas. Le simple fait de faire suivre, étape par étape, le fonctionnement du capitalisme est dangereux — pour les tenants du système, bien sûr.

Le style de Michel Vinaver dérange d'autant plus qu'il ne s'appuie pas sur la coutumière attitude d'indignation du théâtre progressiste. Dans « Par-dessus bord », pas un moment de « pleurnicherie ». Seulement un regard serein posé sur l'ordre à renverser : le capitalisme. Là, le calme est signe de maturité.

Le théâtre français cherchait un grand auteur. Il existe. Il se nomme Michel Vinaver. Planchon ne s'y est pas trompé. N'est-ce d'ailleurs pas lui qui déjà, en 1956, avait créé la première pièce de Vinaver, « Les Coréens » ?

Adamov mort, Gatti travaillant à l'étranger, le seul écrivain de théâtre français est Michel Vinaver. En quelques semaines, le public va le découvrir. Pas seulement au T.n.p. à Villeurbanne, avec « Par-dessus bord », mais aussi à Paris, où Jean-Pierre Dougnac présentera prochainement « La demande d'emploi ».

JEAN MONTAGNARD

Télé-sélection

SAMEDI 17 MARS

Retour d'un feuilleton à succès : « Chapeau melon et bottes de cuir » (15 h 05, ch. 2).

« Le vendeur », mis en scène par Paul Seban et réalisé par Raoul Sangla (voir ci-dessus) (20 h 40, ch. 3).

DIMANCHE 18

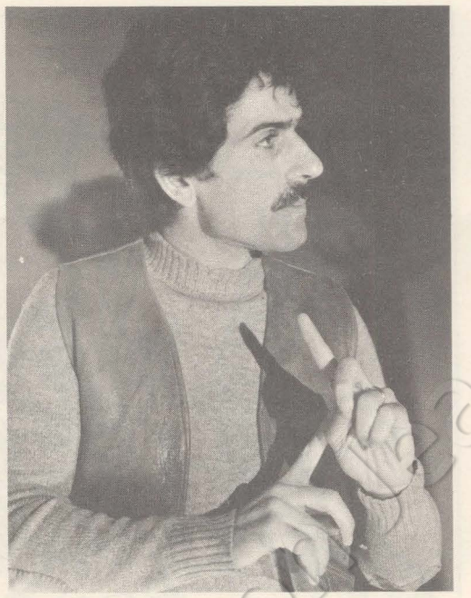
Le cinéma à... Aix-en-Provence : première émission d'une série diffusée une fois par mois dans une ville chaque fois différente, où sera créé à cette occasion un mini-festival du film avec l'aide des professionnels du cinéma. Aujourd'hui : Faraldo, Trintignant, Vadim, Granier-Deferre (20 h 35, ch. 2).

Tout est fiction

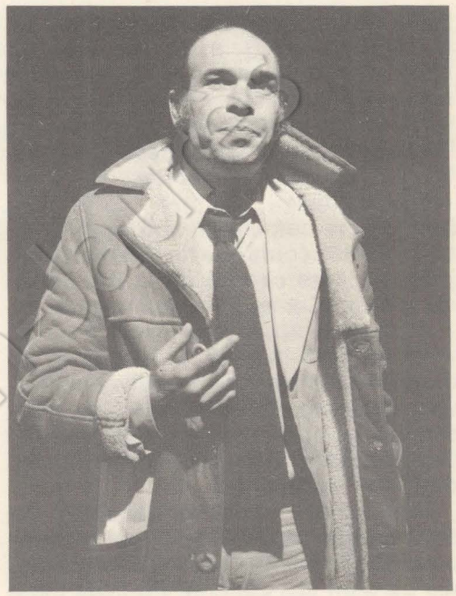
Après « La religieuse » de Serge Moati et « Le compagnon » de Patrice Chéreau, Jean Frapat présente, dans la série Réalité-fiction, « Le Vendeur » de Paul Seban. A partir du texte de l'interview dans la rue d'un vendeur de costumes, filmé par Chris Marker pour « Le joli mai » (1962), Seban met en scène la situation que lui a inspirée ce discours : ce sera un interrogatoire dans un commissariat.

« Les rapports entre la réalité et la fiction ne m'intéressent guère, précise-t-il, et je suis pour toute fiction. L'ensemble de la démarche télévisuelle est en général — quand elle se présente comme un contact direct avec le réel — une démarche de mensonge, de trucage. L'ensemble de la démarche des créateurs est une démarche de vérité. Ceux qui s'échinent à faire comme la réalité échouent, ceux qui s'emploient tortueusement à y échapper réussissent toujours. Il n'y a pas de films plus vrais, des années 60 à 68, que ceux de Godard, qui sont de pures créations. Il n'y a pas de film plus proche de ce qui allait se passer un an après que « La Chinoise » (1967) et il n'y a pas de film plus loin de ce qui allait se passer en mai 1968 que tous les reportages de télévision. C'est par l'intermédiaire de la fiction qu'on atteint au réel le plus direct. Ce n'est pas fuir le réel, mais le recevoir, l'intérioriser et le redonner comme un créateur doit le faire. »

La lecture du texte, qu'il devra reprendre mot à mot, fait apparaître comme une évidence que cet homme est prisonnier d'un certain nombre d'idées, d'une idéologie, de tout un monde où le fric, la femme, la télé, la voiture, les vacances, etc. ne représentent plus, sans qu'il s'en rende bien compte lui-même, que des obligations.



Paul Seban.



Jean Bouchaud « l'interviewé ».

Transformer l'interview en interrogatoire de police, c'est porter à l'extrême les rapports entre interviewer et interviewé, c'est faire apparaître la situation de cet homme qui se dissimule sous un flot de paroles.

Ce qui était dit en trois minutes le sera ici en dix. Seban met à profit le découpage (48 plans), l'éclairage, les silences, le rythme des phrases pour créer une atmosphère propice à la « déconstruction » du texte, lors de cet interrogatoire presque caricatural.

Le choc est grand, dès les premières images. D'autant que le document original de Marker et le reportage de Sangla sur la préparation du « film » — et montrés avant lui — n'y préparent guère. Sangla a eu l'intelligence de ne rien dévoiler des intentions de Seban, montrant seulement le travail des comédiens et de leur metteur en scène, ponctué par un tango de Carlos Gardel, alors que des grandes cartes du monde, placées là par hasard, se couvrent peu à peu du bleu de la mer et de l'ocre de la terre, marquant la fuite du temps. Des ouvriers les emportent à la fin du reportage.

Ce film met mal à l'aise. A partir d'un même texte, il est certain que plusieurs interprétations sont possibles. Celle-ci a le mérite de faire réfléchir.

Seban présentera, en mai, un reportage-fiction sur un couple qui ne peut pas avoir d'enfant, « Colette et Jean », dernière émission de la série Les femmes aussi. Peut-être pourra-t-on voir également « Les amants d'Avignon », d'après Elsa Triolet, dont la programmation est retardée par la direction. Il prépare aussi une série d'émissions sur les rapports entre la peinture hollandaise et l'Histoire, entre une peinture intimiste pleine d'espoir et une époque de guerre incessante, entre la fiction et la réalité, encore !

THIERRY DELPUECH

Un « policier » pas comme les au-es, des débuts de Costa-Gavras : Compartiment tueurs » (20 h 40, h. 1).

Le grand virage, première partie : la eur de l'an 2000, de Frédéric de Towar-icki et Bernard Rothsten. Un débat sur environnement avec Aurélio Peccei, ondateur du Club de Rome, Ivan Il-ch, Bertrand de Jouvenel... (22 h 10, n. 1).

« Le prince étudiant », un film uet du débutant Ernst Lubitsch 1927), avec Ramon Novarro (22 h), ch. 2).

ARDI 20

Dans la série Pourquoi pas ? « Les ientifiques répondent », de Domini-ue Reznikoff. Ce soir : le Pr Labeyrie parle des profondeurs de la terre (21 h 30, ch. 1).

MERCREDI 21

Coupe d'Europe de football : le Bayern de Munich résistera-t-il, sur son terrain, à l'Ajax d'Amsterdam ? (20 h 10, ch. 2).

Les grandes batailles, de Jean-Louis Guillaud et H. de Turenne : « la bataille d'Allemagne », première partie. Le dernier sursaut, la bataille des Ardennes (20 h 30, ch. 1).

JEUDI 22

« La bataille d'Allemagne », 2e partie : Berlin, la fin (20 h 30, ch. 1).

Magazine 52 : La paix au Laos (21 h, ch. 3).

Emission médicale de Desgraupes, Barrère et Lalou : la génétique des populations (22 h, ch. 1).

Poujade ou l'inutilité faite ministre

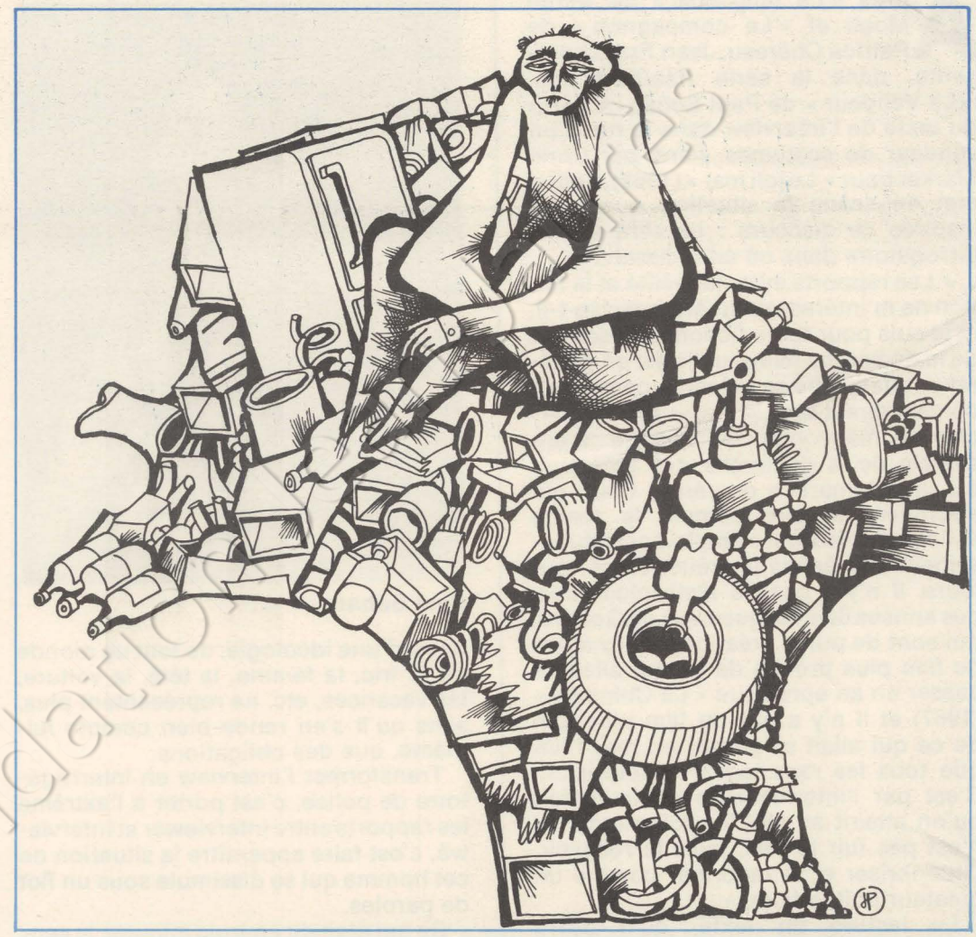
Demain, tout sera beau. Clair. Pur. Agréable. Demain, les Français vivront dans un environnement renouvelé. Terminé l'enlaidissement des villes et des campagnes. Terminées les forêts saccagées, les fumées bouchant le ciel, les rivières mortes, les mers « goudronnées ». Demain, notre pays sera propre comme un sou neuf. C'est en gros le discours que tient Robert Poujade, ministre chargé de la Protection de la Nature et de l'Environnement.

Et, pour célébrer ses mérites, Poujade vient de faire publier, à l'occasion du deuxième anniversaire de son ministère, une plaquette reprenant, faute de réalisations, des phrases du grand timonier Georges Pompidou et les siennes, celles du fidèle lieutenant.

Une longue série de banalités, de déclarations d'intentions, de phrases creuses. Rarement l'exposé d'un problème ou d'un cas concret. Poujade parle de l'action internationale de son ministère, mais il y a les boues rouges déversées près du Cap Corse. Mieux : il y a celles de Péchiney, jetées en Méditerranée près de Cassis et qui servent d'excuses à bien d'autres. Poujade parle de la lutte contre les nuisances, bruits et fumées, mais se garde bien de décrire l'état de la vallée de la Maurienne. Ou de l'étang de Berre. Poujade parle de la politique de l'eau, mais ne dit pas que, dans les villes, la consommation d'eau en bouteilles croît d'une manière vertigineuse. Pour une raison simple : l'eau du robinet a souvent mauvais goût. Pas plus qu'il ne dit qu'il est de plus en plus rare de trouver une rivière où l'on puisse se baigner. Poujade parle du « cadre de vie », du milieu urbain, en omettant de dire que son ministère est dépourvu de tout pouvoir. Le tout à l'avenant.

Laisser faire

C'est qu'il n'est plus possible, pour le Pouvoir, de ne rien faire. Et surtout — dans un premier temps — de ne rien dire. L'urbanisation accélérée, la mauvaise qualité des constructions, de leurs équipements, les difficultés de circulation, une résistance nouvelle au mythe du développement ont créé, dans tous les pays développés, un début de refus du style de vie actuel. La nature a pris, pour certains, valeur de symbole ; sa défense, de ligne de conduite ; l'attitude des gouvernements à son égard, de critère politique. A ce niveau, le phénomène est marginal. Mais, d'une manière



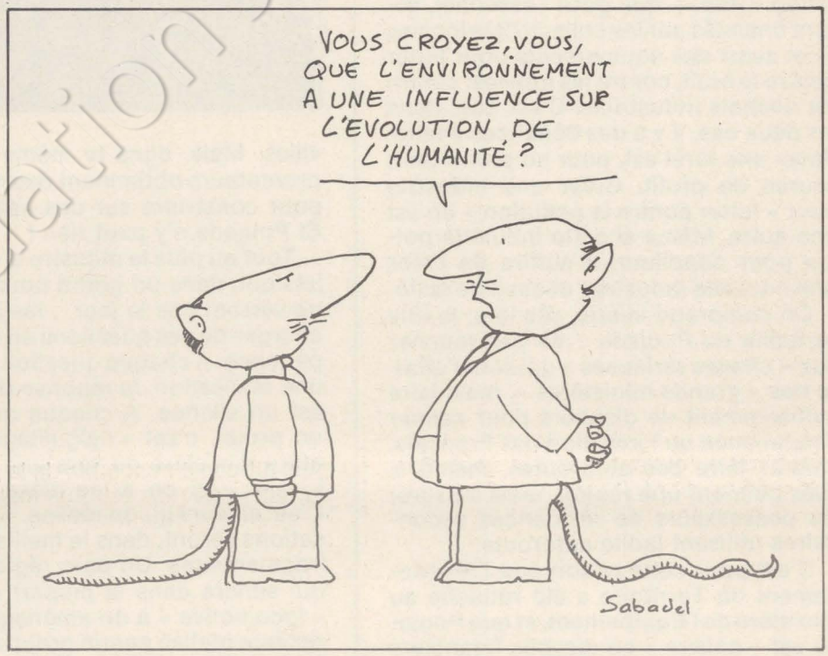
plus diffuse, l'ensemble de la population supporte de plus en plus mal les conditions de vie actuelles. Alors, avant d'agir, on parle. Et Poujade n'est qu'un ministre alibi.

Prenant exemple sur les Etats-Unis et sur la Grande-Bretagne, le gouvernement décide, en janvier 1971, de créer un ministère de l'Environnement. Poujade hérite d'attributions jusqu'alors affectées à d'autres ministères : chasse, pêche, parcs nationaux, parcs naturels et régionaux, réserves naturelles et sites. Ce qui est, pour le moins, insuffisant pour faire un ministère. Nul ne niera l'importance de la chasse ou de la pêche. Mais la comparer à l'Aménagement du Territoire ? Car s'il est une action gouvernementale qui influe directement sur notre cadre de vie, c'est bien les décisions prises sur l'implantation d'usines nouvelles, de villes nouvelles, d'autoroutes. Or, l'aménagement du territoire, après avoir été du domaine du Premier ministre, dépend aujourd'hui directement de l'Equipement, ministère réputé pour ses dérogations. Le nombre d'hectares de forêts dont la disparition a été « autorisée » par l'Equipement le prouve. Parmi les autres fleurons de l'Aménagement du Territoire, il y a l'équipement du littoral Languedoc-Roussillon, celui de la côte aquitaine, plus quelques zones industrielles de taille.

A côté de cela, les « pouvoirs » de Poujade sont, pour le moins, légers. D'autant qu'un autre ministère s'occupe de notre environnement. Celui de la Défense nationale. Et Debré a nettement plus de pouvoirs que Poujade. Il suffit de comparer les opérations de l'un et de l'autre. Pour Debré, il y a Canjuers, le Larzac, Fontvrault, la forêt domaniale de Barrès, plus quelques autres opérations de même taille. Que « pèse » Poujade à côté de cela ? C'est que, dans chacune de ces opérations, l'Armée stérilise des forêts ou des causses, lieux de travail, de promenade ou de repos







Robert Poujade.

qui ne peuvent pas être remplacés.

Autre domaine où Poujade n'a pas droit à la parole : l'installation de centrales nucléaires. Alors qu'un nombre toujours plus grand de scientifiques demandent qu'un moratoire voit le jour, le ministère de l'Environnement ne peut que laisser faire...

Pour résumer : Poujade n'a rien à dire lors de l'extension des terrains militaires, du tracé des autoroutes, de la création des villes nouvelles, de l'implantation d'industries, de « l'affectation » de régions au tourisme. Pas plus qu'il ne peut intervenir sur la pollution automobile ou sur l'implantation des aéroports.

N'ayant pas de pouvoirs, il n'est pas question que Poujade ait des moyens. Son budget — 130 millions, plus 104 millions au titre du Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement — ne lui permet pas d'avoir une action marquante. Car il est tenu, tout d'abord, à gérer les fonctions reçues en héritage — pêche, chasse, etc. — puis à innover. N'ayant pas les moyens de le faire, notre ministre se lance dans « l'écran de fumée ». Dans ce type d'exercice, l'essentiel est le discours. En bon normalien, Poujade en fait.

Tout d'abord, il lui faut expliquer la faiblesse de son ministère en personnes et en dotations financières. L'écueil est facile à éviter. Dans l'allocution prononcée à l'occasion du deuxième anniversaire de son ministère, Poujade expliquait : « Du point de vue des moyens, des services, j'ai toujours soutenu que le ministère de l'Environnement ne devait pas être une lourde machine. » Pour compenser ce manque de moyens, le ministre parle d'imagination. A l'en croire, elle serait au pouvoir. Or, l'essentiel de l'imagination du ministère se résume à des projets à faire réaliser par d'autres — et pour lesquels les crédits sont rarement prévus. Ou à publier des décrets

→

→

pour appliquer des lois votées depuis de nombreuses années — comme pour la loi sur l'eau, votée en... 1964.

Mais l'antipollution étant devenue une industrie, il est évident que le gouvernement ne se contente pas de « gérer la nature en bon père de famille ». On assiste, en réalité, à un double mouvement.

Polluer pour dépolluer

D'une part, on laisse l'Armée, l'Equipement, les industriels, massacrer la nature. D'autre part, on annonce et on organise l'industrie de l'antipollution. Le VIe Plan prévoit des équipements d'épuration d'eau — qui, pour l'essentiel, seront financés par les collectivités locales — et aussi des équipements pour lutter contre le bruit, contre les fumées, contre les déchets industriels. C'est que, dans les deux cas, il y a des bénéfices à faire. Raser une forêt est, pour un promoteur, source de profit. Créer une industrie pour « lutter contre la pollution » en est une autre. Même si cette industrie pollue pour dépolluer. Il suffira de créer une nouvelle industrie, et ainsi de suite.

On comprend mieux, dès lors, le rôle véritable de Poujade : ne pas toucher aux « choses sérieuses » qui sont l'affaire des « grands ministères », mais faire suffisamment de discours pour calmer l'impatience ou l'irritation des Français. Laisser faire des autoroutes, même si elles abîment une région, mais rassurer les possesseurs de résidences secondaires utilisant ladite autoroute.

C'est pour cette raison que l'Aménagement du Territoire a été rattaché au ministère de l'Equipement, et que Poujade est « pauvre » en moyens financiers et en pouvoirs. Car s'il avait l'un ou l'autre — ou les deux — il ne saurait qu'en faire.

En effet, pour « sauver » ou « protéger » la nature — ce qui n'est pas la même chose — il faudrait tout d'abord le vouloir. Or, pour que le gouvernement veuille, il faudrait que les banques, les grandes sociétés, les promoteurs le veuillent. Et ils ne le veulent pas. L'exemple des espaces verts urbains ou suburbains est significatif. La spéculation foncière empêche la création des premiers, assure la disparition des seconds. Ici et là, des acquisitions sont faites pour tenter de conserver ou d'accroître les forêts domaniales autour des



villes. Mais, dans le même temps, les promoteurs obtiennent des dérogations pour construire sur des espaces verts. Et Poujade n'y peut rien !

Tout au plus le ministre a-t-il des projets qui, dans un grand nombre de cas, ne verront pas le jour : les journalistes chargés de ces questions en ont fait l'expérience. A chaque question précise sur une réalisation, la réponse du ministère est un silence. A chaque question sur un projet, c'est « l'aiguillage » vers un autre ministère ou vers une collectivité locale. « Ici on a les idées, monsieur. C'est ailleurs qu'on réalise. » Et les réalisations seront, dans le meilleur des cas, fragmentaires. Un parc régional par-ci, qui servira dans la plupart des cas de « locomotive » à un aménagement touristique réalisé par un groupe bancaire ; une station d'épuration par-là, qui cachera que les industries polluantes continuent, en toute impunité, à polluer.

Faire écran

Et en ce domaine, les actes de Poujade et du gouvernement reflètent exactement les idées de la majorité actuelle. Les réponses faites par les candidats U.r.p. à un questionnaire établi par des associations écologiques prouvent que si des interrogations se sont fait jour dans tous les milieux, les réponses apportées sont loin d'être rassurantes pour l'avenir.

A la question : « Les autoroutes sont-elles construites au détriment de l'environnement ? », 54 % des candidats U.r.p. ne répondent pas, 32 % répondent non et 4 % seulement répondent oui. Pas d'objections en ce qui concerne la construction d'autoroutes. A péage, bien entendu.

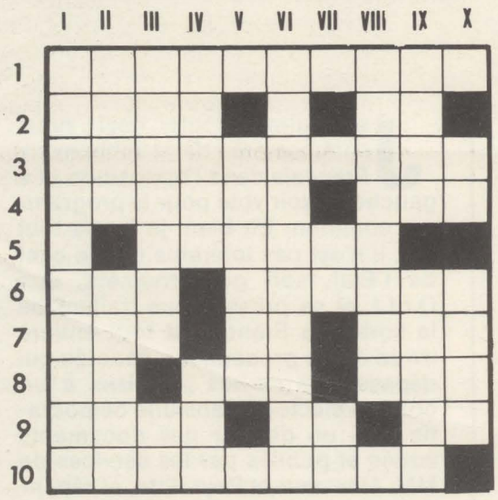
Autre question : « La politique des parcs nationaux et régionaux permettra-t-elle de sauvegarder l'essentiel des paysages, des faunes et des flores de la France ? ». Sans opinion : 57 % (ce doit être une manie à l'U.r.p. que de ne pas savoir) ; non : 7 %; oui : 35 %. Pas de problèmes, l'Etat pourra continuer à laisser faire les promoteurs, les entrepreneurs, les industriels. On organisera quelques réserves ; comme on n'a pas d'Indiens, on y mettra des arbres et le restant du territoire français pourra être transformé en banlieue, en terrain vague, en usines ou en décharge publique. Et tout est à l'avenant. Ce qui n'empêche pas le gouvernement de parler de « qualité de l'espace », de « discipline imposée aux pollueurs ». A l'évidence, aucun des problèmes fondamentaux posés par l'environnement, l'aménagement du territoire, la qualité de la vie ne peut être résolu par le Pouvoir actuel.

Pour reprendre le même exemple, il n'est pas question que Poujade ou un autre ministère jugule la spéculation foncière. Mettre en place une politique des terrains à bâtir dont il aurait la maîtrise lui est non seulement impossible, mais impensable. Tout comme un aménagement du territoire ordonné et cohérent. Car, à l'heure actuelle, le seul aménagement du territoire imaginable est celui qui favorisera le profit, cette règle d'or de la société capitaliste. Quant à maîtriser la croissance, outre que cela signifierait un appauvrissement des plus pauvres, il est évident qu'un système basé sur le profit ne peut l'envisager.

Le bilan du ministère de Poujade doit se mesurer à cette aune. Il n'est pas fait pour protéger la nature et l'environnement, mais pour faire écran. Pour faire oublier la réalité d'un système, pour laisser croire que des mesures sont ou seront prises, pour faire espérer que demain la vie sera plus agréable. Mais, en réalité, si Poujade est toujours utile à la majorité comme député, comme ministre il ne sert à rien. Si ce n'est à faire illusion.

GUY PERRIMOND

Mots croisés



PROBLEME N° 56

HORIZONTALEMENT :

1. Jeune solitaire qui n'est pas candidat. — 2. Il faut surveiller son taux d'expansion. Sur une plaque. — 3. Sert à découvrir le résultat. — 4. Fabriquer. Puissance politique. — 5. Envisagea la répartition des sièges. — 6. Possédé par certains et offert à d'autres. Célèbre pour ses cordes et ses toiles. — 7. Attrapés. En tête d'une égalité. Personnel. — 8. Lettres de crédit. Trop petit pour former une circonscription. Se lance à Madrid. — 9. Dans les Pyrénées. N'est pas une réponse d'adulte à un référendum. — 10. Permet à l'électeur de bien poser sa voix.

VERTICALEMENT :

1. Supprime les bavures quand on a un creux. — 2. Vieilles bêtes. En général, pleine peau. — 3. Un peu en dehors des contingences matérielles. C'est le meilleur. — 4. Quand il les a solides, le candidat peut acheter ses électeurs. Usent le meilleur des députés. — 5. Ne suffit pas à payer la caution. — 6. Qui resserre la fourchette. — 7. En magasin. Symbole chimique. — 8. Format moyen, inutilisé pour les affiches efficaces. — 9. Choisis, mais pas toujours bien. Vieux pays d'Asie mineure. — 10. En eau. Possessif.

SOLUTION DU PROBLEME N° 54

HORIZONTALEMENT : 1. Ravalement. — 2. Ecouen. Oc. — 3. Pic. Oculus. — 4. Acarnanien. — 5. Iule. Nie. — 6. Slips. Ob. — 7. Sassanides. — 8. Aie. Lotis. — 9. NR. Altérai. — 10. Tentée. Ere.

VERTICALEMENT : 1. Repaissant. — 2. Aciculaire. — 3. Vocalise. — 4. Au. Reps. AT. — 5. Léon. Salle. — 6. Encan. Note. — 7. Unicité. — 8. Eolie. Dire. — 9. Noué. Oesar. — 10. Snobs. Ie.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet.

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures et Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Publicité commerciale et spectacles : France-Lafayette — 10, rue Bleue, Paris-9e — 523.10.35 (J.P. Lemaire).

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Une minorité de gouvernement

MERCREDI 14 MARS

Ce numéro de « l'Unité » étudie dans le détail le résultat des élections, particulièrement pour le Parti socialiste. Certains, au vu de ces résultats, se sont aussitôt interrogés sur le point de savoir si nous avions gagné « notre pari ».

Il n'y avait pas de pari, mais un objectif défini au Congrès d'Epinay : celui d'assurer un nouvel équilibre au sein de la gauche. Le nombre de suffrages obtenus au premier tour, 20,28 % pour l'U.g.s.d., 21,34 % pour le Parti communiste, montre que cet objectif a été rempli et plus tôt que prévu. Il n'est pourtant que la première étape d'une route qui sera longue.

Il reste que la gauche a obtenu le 4 mars plus de suffrages que la majorité. Ce fait est aujourd'hui dissimulé par l'injustice de la loi électorale et du découpage des circonscriptions. Mais chacun sait pourtant que le grand perdant est l'U.d.r., qui se retrouve avec moins d'élus qu'en 1967 et cesse d'être le parti dominant qu'elle a été depuis tant d'années.

Après avoir absorbé, épuisé et liquidé tous les centres disponibles, la majorité arrive, avec les réformateurs, au bout de sa réserve. Certains se demandent où est passé le centre. Je réponds : à droite. Il y était déjà. Cela ne se savait pas. Maintenant, c'est clair.

La conséquence est que désormais, face à la droite classique rassemblée, seuls le Parti socialiste et les radicaux de gauche peuvent équilibrer la vie politique française. Dans le cadre, bien entendu, de l'union de la gauche à laquelle nous resterons fidèles.

C'est sur ces perspectives que s'engagera la direction du Parti socialiste en vue du congrès qui aura lieu en juin prochain, au terme du mandat de deux ans qui lui a été confié à Epinay.

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Dans l'immédiat, nous faisons une première proposition. Le programme commun de la gauche n'a pas reçu l'assentiment de la majorité des Français, mais il existe en fait un programme commun à tous les partis français. Nous attendons que la minorité de gouvernement mette en œuvre dès la prochaine session parlementaire les promesses qu'elle a faites à Provins sur la retraite à 60 ans, le relèvement du salaire minimum, l'accès libre et égal des femmes à tous les emplois, le contrôle des naissances, la gratuité des fournitures et transports scolaires, la gratuité des transports pour les personnes âgées, le vote à 19 ans, la construction de 2 000 crèches, la priorité au logement des jeunes ménages, la limitation du travail à la chaîne, etc.

La gauche, en tout cas le Parti socialiste, est prête à assumer ce contrat avec les Français. A la majorité-minorité de répondre.

Je voudrais ajouter ceci : nous sommes près de 11 millions de Français dans l'opposition et à gauche à avoir voté pour le programme commun. Eh bien, je le dis tout net, il n'est pas tolérable que le chef de l'Etat, son gouvernement, son O.r.t.f. et sa presse nous traitent de la sorte. La France est tout entière livrée à une propagande éhontée qui dépasse les limites permises à un combat électoral dans une démocratie. J'ai un dossier des documents édités et publiés par les services de MM. Messmer et Peyrefitte, et répandus par millions d'exemplaires. Le ton, les arguments, les photographies de ces documents rappellent une époque que l'on croyait close à jamais. La façon dont a été utilisée l'expérience chilienne avant qu'on n'en dise plus rien, à cause du succès du gouvernement d'Unité populaire, touche au scandale.

Peut-être MM. Messmer et Peyrefitte, peut-être M. Arthur Conte, n'ont-ils pas pris connaissance de la littérature de leurs agents. Mais il faut qu'ils le sachent : c'en est assez de tous les petits Goebbels. La prochaine initiative de l'U.r.p. sera-t-elle d'exiger le port de l'étoile jaune pour tous les communistes ? Ou de faire passer devant la Cour de Sûreté quiconque, en votant à gauche, est censé désirer l'arrivée des chars soviétiques sur la place de la Concorde ? Il est grand temps que les hommes sages de la minorité de gouvernement se fassent entendre. Qu'ils sachent que les 11 millions de Français dont je parle sont, selon le mot d'un ministre, « en exil dans leur propre pays ». Que ces hommes, s'il en existe, s'interrogent, qu'ils se demandent si cela est juste et qu'ils s'inquiètent des conséquences qui découleront de cet état de fait.

Fondation Jean Jaurès